

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION EXERCÉE
CONTRE LES TIERS RESPONSABLES

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Art. 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902)

ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 10 novembre 1911, à 4 heures 1/2

PAR

Eugène DUMOULIN

Président : M. WAHL, professeur.

Suffragants : $\left\{ \begin{array}{l} \text{MM. JAY, professeur.} \\ \text{CAPITANT, professeur.} \end{array} \right.$

PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

1911

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ACTION EXERCÉE
CONTRE LES TIERS RESPONSABLES

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Art. 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902)

ET LA JURISPRUDENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le vendredi 10 novembre 1911, à 4 heures 1/2

PAR

Eugène DUMOULIN

Président : M. WAHL, professeur.

*Suffragants : { MM. JAY, professeur.
CAPITANT, professeur.*



PARIS

EMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, Rue Victor Cousin, 11

—
1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'action exercée contre les tiers responsables

EN MATIÈRE D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

(Art. 7 de la loi du 9 avril 1898 modifié par la loi du 22 mars 1902)

ET LA JURISPRUDENCE

INTRODUCTION

Le principe posé dans l'article 1382 du Code civil n'est que la consécration légale d'une règle supérieure de morale sociale et individuelle : « Tout fait quelconque de l'homme, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer. » Or un acte de l'homme peut causer préjudice à plusieurs personnes : l'auteur de cet acte sera donc obligé vis-à-vis de chacune de celles-ci.

Il est constant en jurisprudence que l'action en responsabilité peut être exercée non seulement par

la victime d'un accident, mais par toute personne à laquelle cet accident a préjudicié (1) :

Pour ne citer qu'un arrêt parmi beaucoup d'autres, la Cour de Paris a décidé, le 26 novembre 1909, qu'une municipalité est en droit d'exercer directement, contre une compagnie de voitures, une action en responsabilité, fondée sur l'article 1382, pour obtenir le remboursement des salaires qu'elle a payés à la victime de l'accident ; l'auteur de l'accident doit indemniser du préjudice subi tant la victime de l'accident que l'employeur de celle-ci, si cet employeur se trouve avoir été lésé (2). Dans l'espèce, il s'agissait d'un accident survenu à un cantonnier de la ville de Paris, et l'on sait qu'il a été jugé que ces travailleurs ne bénéficient pas en principe des dispositions de la loi du 9 avril 1898 (3).

Les règles que nous venons de rappeler, si elles

1. Cassation, 4 mars 1902. Sirey, 1902.1.224.

— 13 mars 1900. Sirey, 1903, 1.26.

— 19 mars 1883. Sirey, 1890, 1.397.

Paris, 3 mars 1909. *Recueil périodique des Assurances*, 1909, p. 478.

Bordeaux, 7 mai 1907. Même recueil, 1910, p. 513.

Besançon, 6 juill. 1894. Sirey, 1894.2.61.

Rouen, 24 février 1894. Sirey, 1897.2.35.

Tribunal de commerce de la Seine, 10 janvier 1906, Recueil précité, 1906, p. 380.

2. Paris, 26 novembre 1909. *Recueil des Assurances* 1910, p. 507.

3. Paris, 20 mai 1904. Même recueil, 1904, p. 580 et Sirey, 1907.2.169.

Grenoble, 9 novembre 1906 (C^{ie} Zurich c. Guion), Sirey, 1907.2.171.

sont vraies dans les domaines étrangers à la loi du 9 avril 1898, le sont également dans la sphère de celle-ci. L'article 7 de cette loi a fait à la matière des accidents du travail, qu'elle réglemente, l'application des principes généraux à ce sujet.

Ce rappel des principes généraux était-il indispensable ? Nous ne le croyons pas. Si néanmoins le législateur a cru nécessaire d'en faire l'objet d'une disposition spéciale, c'est d'une part pour éviter toute difficulté d'interprétation en ce qui concerne l'existence même de l'action de droit commun au profit de l'ouvrier (on aurait pu prétendre, en effet, en s'appuyant uniquement sur l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 (1), que les ouvriers ne pouvaient jamais se prévaloir du droit commun même à l'encontre des tiers responsables d'accidents à eux survenus pendant leur travail) et d'autre part pour préciser les conditions d'exercice de l'action par le patron et par l'ouvrier. Nous verrons que, sur ce point, le législateur est loin d'avoir atteint le but qu'il s'était proposé.

L'article 7, modifié par la loi du 22 mars 1902, est ainsi conçu :

« Indépendamment de l'action résultant de la

1. Aux termes de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898 « les ouvriers
« ne peuvent se prévaloir, à raison des accidents dont ils sont victi-
« mes dans leur travail, d'aucune disposition autre que celles de la
« dite loi ».

« présente loi, la victime ou ses représentants con-
« servent contre les auteurs de l'accident, autres que
« le patron ou ses ouvriers et préposés, le droit de
« réclamer la réparation du préjudice causé, con-
« formément aux règles du droit commun.

« L'indemnité qui leur sera allouée exonérera à
« due concurrence le chef de l'entreprise des obli-
« gations mises à sa charge. Dans le cas où l'acci-
« dent a entraîné une incapacité permanente ou la
« mort, cette indemnité devra être attribuée sous
« forme de rente servie par la Caisse Nationale des
« Retraites.

« En outre de cette allocation sous forme de rente,
« le tiers, reconnu responsable, pourra être con-
« damné, soit envers la victime, soit envers le chef
« d'entreprise, si celui-ci intervient dans l'instance,
« aux paiement des autres indemnités et frais prévus
« aux articles 3 et 4 ci-dessus :

« Cette action contre les tiers responsables pourra
« même être exercée par le chef d'entreprise, à ses
« risques et périls, aux lieu et place de la victime
« ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en
« faire usage. »

Les alinéas 2 et 3 ont été ajoutés par la loi du 22 mars 1902. Le premier a eu pour but de trancher les difficultés qui s'étaient élevées, dès la mise en application de la loi, sur le point de savoir dans quelles conditions il fallait mesurer l'exonération du pa-

tron, lorsque le tiers responsable était condamné non au service d'une rente mais au paiement d'un capital. La disposition nouvelle, favorable au chef d'entreprise, décide que désormais, si l'accident a entraîné une incapacité permanente ou la mort, l'indemnité à la charge du tiers doit être attribuée sous forme de rente servie par la Caisse Nationale des Retraites.

Le second des alinéas ajoutés en 1902 précise que le tiers ne sera pas seulement tenu de cette rente, mais qu'il pourra être condamné, soit envers la victime, soit envers le chef d'entreprise si ce dernier intervient dans l'instance, au paiement des autres indemnités et frais prévus aux articles 3 et 4 de la loi. Cette disposition constitue une explication précieuse de texte originaire.

Les dispositions essentielles de l'article 7 sont contenues dans le premier et le dernier alinéa. Une action est donnée, contre le tiers responsable, à la victime ou à ses représentants d'une part, au chef d'entreprise d'autre part, conformément au droit commun. Pour parler plus exactement, cette action leur est *conservée* : c'est le mot même du texte, qui n'est, comme nous le disons plus haut, qu'un rappel des règles générales.

C'est cette action que nous nous proposons d'étudier.

Il peut sembler, au premier abord, que nous entreprenions une étude superflue et que notre travail soit

fatalement condamné à n'être qu'un commentaire des articles 1382 et suivants dans leur application à des espèces particulières ;

Cette crainte ne pourrait toucher que les esprits étrangers aux mouvements de la pratique et de la jurisprudence : la vérité est qu'un texte aussi clair, du moins en apparence, que l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 a donné lieu à des controverses importantes et à des décisions très critiquées des cours d'appel et de la Cour de cassation.

Le plan de notre travail se divise logiquement en *deux parties* correspondant aux deux questions essentielles soulevées par l'article 7 :

1° Contre quelles personnes l'action peut-elle être exercée ? Il s'agit de fixer le sens du mot « tiers responsable » dans notre texte.

2° Quelles sont les conditions d'exercice de l'action par les personnes auxquelles elle appartient ?

PREMIÈRE PARTIE

DÉFINITION DU « TIERS RESPONSABLE »

L'article 7, alinéa 1, dispose que les ouvriers et les préposés du patron ne peuvent être considérés comme des tiers contre lesquels l'action de droit commun puisse être exercée par la victime ou ses représentants.

Le motif de cette disposition se devine facilement : si la victime ou ses ayants droit pouvaient exercer contre les ouvriers et préposés du patron l'action de droit commun, ils l'exerceraient en définitive contre le patron lui-même qui est civilement responsable de ses ouvriers et préposés. Or un tel résultat serait absolument contraire au principe de la participation forfaitaire du patron dans le risque professionnel.

Sans doute, le patron conserverait, contre son préposé, une action récursoire, mais l'insolvabilité du préposé pourrait l'obliger, en définitive, à verser une somme supérieure à l'indemnité forfaitaire.

L'insolvabilité du préposé ne pouvant être constatée qu'au moment de l'exercice de l'action récur-

soire, c'est-à-dire postérieurement au règlement, par le patron, de l'indemnité due par le préposé en vertu de l'article 1382, on ne pouvait, cette insolvabilité dût-elle être l'exception, exposer le patron à supporter éventuellement la réparation totale du préjudice, ce qui aurait été la négation même du principe de la réparation forfaitaire.

Le législateur a donc été dans l'obligation d'exclure le préposé, auteur responsable de l'accident, de la catégorie des tiers contre lesquels puisse être exercée l'action de l'article 1382 ; c'est une dérogation au droit commun qui découle de l'économie même de la loi de 1898.

Toutefois le législateur a bien compris qu'une disposition expresse était nécessaire pour consacrer une aussi grave dérogation aux règles établies par l'article 1382 : En l'absence d'un texte précis sur ce point, il faudrait en effet décider que la victime peut actionner en responsabilité même les préposés du patron, du moment que ceux-ci lui ont, par leur faute, causé un préjudice.

Mais, du moins, semble-t-il importer qu'on interprète dans un sens restrictif la dérogation dont il s'agit. La maxime « *Exceptio est strictissimæ interpretationis* » n'a point perdu de son exactitude et elle présente un intérêt particulier lorsqu'on se trouve en présence d'une règle aussi générale et aussi fondamentale que celle de l'article 1382.

La loi n'ayant exclu de la catégorie des tiers responsables que les ouvriers et les préposés du patron, il est donc d'une saine interprétation de ne pas allonger cette liste.

Aussi est-il permis de s'étonner que la Cour de cassation ait cru devoir ajouter aux ouvriers et préposés du patron la personne à la disposition de laquelle un patron a mis son ouvrier, lequel a été victime d'accident : cette personne, substituée au patron dans la surveillance, ne serait pas un tiers responsable dans les termes de l'article 7.

Cette solution, constamment affirmée par la Cour Suprême, a été repoussée par la majorité des Cours d'appel. La résistance de celles-ci était, à notre avis, très fondée. Ce qui, en somme, a obscurci ce que nous croyons être la vérité, c'est que l'on a voulu chercher le sens du mot « tiers », dans notre domaine, en dehors de la disposition précise de l'article 7 ; on n'a pas assez pris garde non plus à l'esprit de ce texte.

Après avoir, dans un premier chapitre, exposé la jurisprudence qui s'est formée à ce sujet, nous consacrerons un second chapitre à en faire la critique.

CHAPITRE PREMIER

La jurisprudence

Dans un arrêt du 6 juillet 1903 (affaire Roche contre Veuve créancier et ville de Paris) (1), la Chambre des requêtes avait admis que si un ouvrier est victime d'un accident du travail sur les chantiers du chef d'entreprise qui l'a embauché et qui le paie, c'est ce chef d'entreprise qui est responsable de l'accident du travail dont l'ouvrier est victime quand bien même l'ouvrier aurait travaillé, au moment de son accident, sous la surveillance des agents d'une ville pour le compte de laquelle les travaux étaient effectués.

Dans l'espèce le patron avait entrepris un travail pour le compte de la ville de Paris, ses ouvriers étaient occupés à ce travail et les employés de la ville ne faisaient que le remplacer dans la surveillance. La Chambre des requêtes a maintenu la responsabilité de l'entrepreneur qui avait embauché la victime,

1. Sirey, 1905.1.268.

qui la payait et sur les chantiers duquel elle travaillait, tout en admettant que cet entrepreneur pût exercer, le cas échéant, mais par instance séparée, une action contre la ville de Paris à titre de recours en garantie.

L'espèce, dans laquelle furent appelées à statuer la chambre civile en 1904 et les chambres réunies en 1908, présentait certaines différences de fait : les ouvriers, en effet, étaient en quelque sorte prêtés par leur patron à une compagnie de chemins de fer qui les occupait à des travaux spéciaux pour son propre compte. Mais les deux situations étaient semblables en droit ; dans l'une et dans l'autre, l'ouvrier demeurait uni au patron par le contrat de louage de services, il n'était pas devenu l'ouvrier de la ville de Paris ou de la compagnie de chemins de fer (1).

La Cour de cassation maintint donc sa jurisprudence en ce qui concerne les rapports de l'ouvrier et du patron qui l'a embauché, mais en outre elle décida, contrairement à ce que pouvait laisser supposer l'arrêt de 1903, qui d'ailleurs n'avait pas eu à statuer sur ce point, que la personne à la disposition de laquelle avait été mis l'ouvrier n'était pas un tiers responsable pouvant être poursuivi dans les termes de l'article 7.

1. Le rapport de M. le conseiller Raymond, devant la Chambre civile en 1904, faisait ressortir la similitude juridique des situations.

Retraçons les faits et les péripéties judiciaires à propos desquels la Cour de cassation eut à se prononcer :

M. Ferras, charretier, était au service de MM. Blanc et Carbon. Ceux-ci le mirent à la disposition de la Compagnie des chemins de fer du Midi pour la manœuvre de wagons dans la gare de Toulouse. Or, dans l'exécution de cette manœuvre, Ferras mourut, le 1^{er} janvier 1900, victime d'un accident du travail. MM. Blanc et Carbon remplirent, vis-à-vis de M^{me} Veuve Ferras, les obligations mises à leur charge par la loi du 9 avril 1898 et ils se joignirent à elle pour réclamer à la Compagnie, prise comme tiers responsable, la réparation intégrale du préjudice causé par sa faute.

Un jugement du Tribunal de Toulouse, du 4 juillet 1901, avait admis M^{me} Veuve Ferras à prouver les faits par elle articulés. Cette décision fut confirmée par la Cour de Toulouse le 23 décembre 1901. Un pourvoi fut formé contre cet arrêt par la Compagnie des chemins de fer du Midi : Il se fondait sur ce que la Cour avait considéré la Compagnie comme tiers responsable alors qu'elle devait, disait-il, être regardée comme chef d'entreprise puisque le travail, par le fait duquel l'accident était survenu, avait lieu pour son compte et sous sa direction.

La chambre civile statua le 14 mars 1904.

« Attendu, dit-elle, que les ouvriers et employés,

« désignés à l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898, ne
« peuvent, aux termes de l'article 2, se prévaloir, à
« raison des accidents dont ils sont victimes dans
« leur travail, d'aucune disposition autre que celles
« de la dite loi ; qu'il n'est fait exception à cette règle
« que lorsque l'accident est dû à une faute étrangère,
« soit au patron, soit à ses ouvriers et préposés ; que
« le chef d'entreprise qui a la charge de l'indemnité
« est celui qui a loué les services de l'ouvrier ; que
« s'il a mis cet ouvrier à la disposition du chef d'une
« autre entreprise et que ce dernier ait dirigé le tra-
« vail au cours duquel est survenu l'accident, il ne
« s'ensuit pas, d'une part, que le premier soit libéré
« de la responsabilité qui pesait sur lui et d'autre
« part que le second doive être considéré comme
« un tiers auquel il puisse être fait application de
« l'article 1382 du Code civil ; que la victime de l'ac-
« cident n'a d'action que contre le chef d'entreprise
« avec lequel elle a traité, mais qu'elle a le droit de
« relever contre lui, conformément à l'article 20 de
« la susdite loi, la faute inexcusable de celui qu'il
« s'est ainsi substitué dans la direction du travail et
« contre lequel il pourra exercer un droit de re-
« cours (1). » Par ces motifs, la chambre civile décide
que la Cour de Toulouse, en considérant la Compa-
gnie comme un tiers dans les rapports qui existaient

1. Sirey, 1907.1.413.

entre la victime et les entrepreneurs de roulage, Blanc et Carbon, a faussement appliqué et a violé l'article 1382 du Code civil et l'article 7 de la loi du 9 avril 1898.

En conséquence, l'arrêt de la Cour de Toulouse fut cassé et l'affaire renvoyée devant la Cour d'Agen.

Dans l'intervalle, la Cour de Toulouse, par arrêt du 15 janvier 1903, rendu en exécution de son précédent arrêt du 23 décembre 1901, avait, par confirmation d'un jugement du 26 juin 1902, condamné la Compagnie des chemins de fer du Midi à servir à la veuve Ferras une rente viagère de 500 francs.

Ce nouvel arrêt fut, par voie de conséquence, cassé par l'arrêt de la chambre civile du 26 décembre 1904.

La Cour de renvoi statua par deux arrêts du 5 avril 1905 sur la recevabilité de la demande et sur le fonds.

Elle s'attacha à faire prévaloir la thèse contraire à celle de la Cour de cassation.

Nous devons d'autant moins craindre ici l'abondance des citations que la solution développée par la Cour de renvoi est celle même que nous soutiendrons.

La Cour d'Agen reconnaît que les ouvriers victimes d'accidents ne peuvent se prévaloir d'autres dispositions que celles de la loi de 1898 et qu'il n'existe d'exception à cette règle que dans le cas visé par l'article 7, où l'accident est dû à une faute étrangère, soit au patron, soit à ses ouvriers et préposés.

Puis l'arrêt continue en ces termes :

« Attendu que la loi de 1898 a pris ainsi pour base
« de la réparation due à l'ouvrier le risque profes-
« sionnel indépendamment de toute faute du patron
« ou de ses ouvriers et préposés ; que cette loi sup-
« pose l'existence d'un contrat de travail entre le
« patron chef d'entreprise et l'ouvrier salarié par
« lui ; que le salaire joue, en effet, un rôle important
« dans l'économie de la loi ; qu'il sert, d'après l'ar-
« ticle 2, à en limiter l'application et qu'aux termes
« de l'article 3 il fournit la base du calcul des indem-
« nités forfaitaires en cas d'accident ; que, par suite,
« le patron peut évaluer exactement les responsabi-
« lités qui le menacent et se prémunir contre elles ;
« que l'application de la loi ne saurait donc être
« imposée à celui qui est substitué momentanément
« au patron, ni être réclamée par lui ; que ce substi-
« tué n'a pas souscrit de contrat de travail avec l'ou-
« vrier, qu'il ne paye pas son salaire, qu'il n'en con-
« naît pas même le chiffre, surtout lorsqu'il y a lieu
« d'appliquer les articles 8 et 10 de la loi ; et que par
« conséquent il ne peut mesurer l'étendue de sa res-
« ponsabilité à l'égard des ouvriers qui lui sont four-
« nis momentanément par leur véritable patron ;
« attendu qu'on ne saura induire de l'article 20 § 3
« de la loi du 9 avril 1898, que l'article 7, malgré son
« silence sur ce point, comprendrait, à côté du pa-
« tron, de ses ouvriers et préposés, une quatrième

« catégorie de personnes qui seraient ceux que le
« patron s'est substitués dans la direction du travail ;
« qu'en effet l'article 20 n'envisage nullement l'action
« du droit commun ; qu'il établit seulement, dans un
« cas déterminé, une augmentation de la rente due
« par le patron à la victime en vertu de l'action née
« de l'article 1^{er} de la loi ; que cet article 20 se borne
« à introduire exceptionnellement, comme élément
« nouveau, la faute dans le régime de cette action et
« à décider que l'indemnité pourra être majorée, s'il
« est prouvé que l'accident est dû à la faute inexcu-
« sable du patron ou de ceux qu'il s'est substitués
« dans la direction ; que cette majoration de la rente
« due par le patron n'a donc aucun rapport avec
« l'action née du droit commun que l'article 7 a li-
« mité seulement au regard du patron ou de ses
« ouvriers et préposés. »

La Cour fortifie son argumentation par les travaux préparatoires de la loi de 1898. Qu'a voulu le législateur, dit-elle en substance, en édictant l'article 20 ? C'est que la pension allouée à la victime pût être majorée seulement au cas où l'accident serait dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux qu'il a préposés à la direction et à la surveillance des travaux ; la loi n'a pas voulu la majoration quand l'accident serait dû à la faute inexcusable d'un simple ouvrier. Ces mots de l'article 20 : « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » visent donc uniquement les hauts pré-

posés du patron, ceux qui ont reçu délégation partielle de ses pouvoirs et qui ont été investis de son autorité. Par conséquent l'article 20 n'étend pas à des personnes autres que celles désignées dans l'article 7 la limitation exceptionnelle imposée par cet article au droit de la victime de réclamer, dans les termes de l'article 1382, aux auteurs de l'accident, la réparation intégrale du préjudice qu'elle a éprouvé.

La Cour fait application à l'espèce des règles qu'elle a posées. Aucun contrat direct de travail ou de louage n'est intervenu entre Ferras et la Compagnie des chemins de fer du Midi : Ferras travaillait bien sous la direction et la surveillance de la Compagnie, mais c'était une direction momentanée, il restait soumis à l'autorité formelle et durable des sieurs Blanc et Carbon ; sa situation à la gare de Toulouse n'était autre que celle dans laquelle il se trouvait souvent lorsqu'il allait faire, sur l'ordre de Blanc et Carbon, des déménagements chez des particuliers.

« Dans ces conditions, poursuit la Cour d'Agen, les
« rapports de patron à ouvrier n'existant pas entre
« la Compagnie des chemins de fer du Midi et le sieur
« Ferras, cette Compagnie n'était, pour le sieur Ferras,
« ni un patron, ni le substitué de ses patrons, at-
« tendu que la Compagnie des chemins de fer du
« Midi ne saurait être considérée ni comme l'ou-
« vrier, ni comme le préposé des sieurs Blanc et
« Carbon puisqu'elle ne recevait aucun ordre de

« ceux-ci et qu'elle n'était pas vis-à-vis d'eux dans
« l'état de subordination constante qui existe entre
« un commettant et son préposé ; que n'étant ni le
« patron du sieur Ferras, ni l'ouvrier ou le préposé du
« patron de ce dernier, elle est le tiers que désigne
« l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 et contre lequel
« la victime ou ses représentants conservent le droit
« de réclamer la réparation du préjudice causé, con-
« formément aux règles du droit commun (1). »

La demande en dommages-intérêts formée contre la Compagnie par la veuve Ferras est donc déclarée recevable.

Un second arrêt de la Cour d'Agen, rendu le même jour, condamne la Compagnie à servir à la veuve Ferras une rente annuelle et viagère de 500 francs.

Un pourvoi fut formé contre ces deux arrêts. Les chambres réunies, se conformant à la thèse formulée en 1906 par la Chambre civile, décidèrent que la Compagnie des chemins de fer, à la disposition de laquelle avait été mis l'ouvrier victime de l'accident, n'est pas un tiers auquel puisse être appliqué l'article 1382 du Code civil et que la victime n'a d'action que contre le chef d'entreprise avec lequel elle a traité.

Voici en quels termes était conçu cet important arrêt de la Cour de cassation (chambres réunies) du 8 janvier 1908 :

1. Sirey, 1911, 1, p. 27 et 28.

« Attendu que les ouvriers et employés désignés à
« l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 ne peuvent, en
« principe, aux termes de l'article 2, se prévaloir que
« des dispositions de la dite loi à raison des acci-
« dents dont ils sont victimes dans leur travail et que
« l'article 7 leur réserve, pour la réparation du pré-
« judice causé, l'action de droit commun contre les
« auteurs de l'accident autres que le patron, ses ou-
« vriers et préposés.

« Attendu que la responsabilité du risque profes-
« sionnel, établie par la loi de 1898, est une consé-
« quence directe du contrat de travail ; que le chef
« d'entreprise qui a la charge de l'indemnité est donc
« celui qui a loué le service de l'ouvrier, et qu'il de-
« meure responsable envers lui, même s'il l'a mis à la
« disposition d'une autre personne ; que celle-ci, par
« rapport à l'ouvrier, avec lequel elle n'a pas contracté,
« n'est pas un chef d'entreprise au sens de la loi, mais
« qu'ayant eu, par suite de la convention passée avec
« le patron, la direction du travail au cours duquel
« l'accident s'est produit, elle ne saurait non plus être
« considérée comme un tiers soumis par l'article 7 à
« l'action de droit commun. »

Le même jour, les chambres réunies rendirent un ar-
rêt identique dans une espèce absolument semblable.

Les débats étaient clos désormais et la question
ne peut plus se poser devant les tribunaux. Mais la
solution qui a triomphé devant la Cour Suprême est-

elle la meilleure juridiquement et la plus opportune pratiquement ? Nous ne le pensons pas. Il nous est donc permis de souhaiter que les chambres réunies, dans un avenir prochain, modifient leur manière de voir sous l'impression des critiques doctrinales.

L'étude de la jurisprudence ne s'arrête pas à l'arrêt des chambres réunies que nous venons de citer :

La jurisprudence de la Cour de cassation a été en effet non seulement suivie, mais aggravée par la Cour de Riom dans son arrêt du 10 décembre 1910 dont les motifs sont ainsi conçus :

« Considérant qu'il résulte des enquêtes auxquelles il a été procédé en vertu du jugement interlocutoire que le travail, au cours duquel Mioche a trouvé la mort, était exécuté à la fois par l'entrepreneur Bost et son personnel, dont Mioche faisait partie, et les agents de la Compagnie P. O. chargés d'assurer le transport sur la voie des rails à remplacer ou des ouvriers de Bost affectés à cette opération ; que, dans ce but, les employés de la Compagnie assurèrent l'arrêt du train tous les 16 mètres pour permettre le déchargement des rails ; que l'étroite coopération de la Compagnie aux travaux confiés par elle à son entrepreneur ne pourrait donc être déniée et constitue bien un travail collectif, et que, par suite, on ne peut lui attribuer la qualité de tiers responsable de l'accident, « pouvant aux termes de l'article 7, être poursuivi

« en dommages-intérêts, concurremment avec le patron et en dehors de lui (1). »

Cette décision porte à leur maximum les inconvénients du système adopté par la Cour de cassation. L'idée de la coopération, qui se dégage des motifs de l'arrêt de Riom, conduit, comme nous le verrons, à de singulières conséquences : un entrepreneur exécute des travaux, ses ouvriers empruntent, pour le transport, les services d'une Compagnie de chemins de fer pour le compte de laquelle ces travaux sont effectués ; il y a collaboration et par suite impossibilité du recours contre le tiers responsable. Cette solution n'est pas même motivée par la Cour de Riom ; celle-ci s'est inspirée sans doute de l'arrêt des chambres réunies dont elle a, nous le répétons, aggravé la portée.

Que vaut donc le système que nous venons de voir triompher en jurisprudence ? C'est ce que nous nous proposons de rechercher dans le chapitre suivant.

1. Riom, 10 décembre 1910. *Recueil des accidents du travail*, par Villetard de Prunières, n° 9, mars 1911.

CHAPITRE II

Critique de la jurisprudence

La Cour de cassation a incontestablement raison de considérer que l'ouvrier, qu'un patron a mis à la disposition d'un autre patron, demeure, au point de vue de la loi de 1898, le subordonné du patron qui l'a embauché et qui le paie. S'il est blessé, c'est à ce dernier qu'il doit s'adresser pour obtenir l'indemnité forfaitaire prévue par la loi de 1898 : aucun doute ne s'est élevé sur ce point.

La responsabilité découlant de la dite loi est la conséquence du contrat de louage de travail. Le tiers à la disposition duquel un ouvrier a été mis par un chef d'entreprise ne peut donc être actionné en vertu de la loi de 1898. La solution contraire a cependant été soutenue par M. le procureur général Baudoin (1) qui a prétendu que le patron, auquel l'ouvrier a été prêté, assume toutes les obligations de la loi de 1898.

C'est, à notre avis, méconnaître la liaison néces-

1. *Gazette du Palais*, 1908. I. 122. — *Recueil périodique des assurances*, 1908, p. 116 et suiv.

saire qui existe entre la responsabilité de la loi de 1898 et le risque professionnel. En outre c'est ne pas tenir compte des articles 1 et 2 de la loi. L'article 1^{er} ne donne action dans les termes de la loi de 1898 que contre le chef d'entreprise ; « l'article 2 décide que « les ouvriers, victimes d'accidents dans leur travail, « ne peuvent se prévaloir d'autres dispositions que « celles de la présente loi ». De la combinaison de ces deux articles, il résulte bien que l'ouvrier ne peut avoir d'action, d'après la loi de 1898, que contre le chef d'entreprise *qui a loué ses services* et qui exerce la profession dans laquelle la victime était occupée (1).

Du reste, l'ouvrier pouvant agir contre le chef d'entreprise en vertu de la loi de 1898, on ne voit pas à quoi lui servirait de pouvoir agir, dans les termes de la même loi contre le tiers à la disposition duquel il a été mis.

En admettant même que la jurisprudence de la Cour de cassation permette au chef d'entreprise, condamné à servir une indemnité à la victime de l'accident par application de la loi de 1898, d'exercer un recours contre la personne à laquelle il a prêté l'ouvrier, on ne voit pas de quelle utilité serait pour ce dernier l'action oblique qu'il aurait le droit d'exercer en vertu de l'article 1166, en qualité de créancier du patron : en effet, l'ouvrier a obtenu directement du patron

1. Voir la note qui accompagne l'arrêt des chambres réunies du 8 janvier 1908 au Sirey, 1911, 1, p. 25.

toute l'indemnité à laquelle il avait droit. L'action contre le tiers à la disposition duquel il a été mis ne lui permettrait pas d'obtenir davantage et aurait de plus, pour lui, l'inconvénient de l'obliger à administrer la preuve de la faute de ce tiers (1).

Mais s'il est exact de reconnaître, avec la Cour Suprême, que la victime ne peut exercer contre la personne dont il s'agit aucune action directe qui serait basée sur la loi de 1898, est-il exact que cette victime ne puisse exercer contre cette même personne l'action de droit commun fondée sur l'article 1382 du code civil? Nous croyons que cette seconde affirmation de la Cour de cassation constitue une erreur.

A notre sens, lorsque l'accident a été occasionné par la faute du patron auquel l'ouvrier a été prêté, la victime possède contre cet auteur responsable l'action de droit commun qui lui est conservée par l'article 7 de la loi de 1898.

En d'autres termes, le patron, à la disposition duquel l'ouvrier a été mis, est un tiers au sens de l'article 7 et il ne peut être soustrait au recours que la victime puise dans le droit commun.

Cette solution nous est dictée par la considération attentive de l'esprit et du texte de l'article 7 non moins que par l'examen de l'équité et des nécessités pratiques.

1. Voir la note précitée. Sirey, 1911, 1, p. 27.

L'esprit dans lequel a été rédigé l'article 7 nous est révélé d'abord par l'esprit général de la loi de 1898, puis, d'une manière plus particulière, par les circonstances au milieu desquelles il fut rédigé.

Dégageons d'abord l'idée générale de la loi de 1898 : elle va nous montrer que l'article 7 est un texte exceptionnel qui doit être interprété restrictivement et que, d'autre part, la personne substituée n'étant pas responsable en vertu de la loi de 1898, ne peut échapper à la responsabilité intégrale qui résulte du droit commun (1).

L'article 7 est un texte essentiellement exceptionnel qui doit être l'objet d'une interprétation restrictive.

L'article 7 déroge aux principes généraux en limitant l'application du droit commun. Cette dérogation était commandée par l'économie même de la loi de 1898 qui s'attache à un système forfaitaire. Ce système consiste à indemniser l'ouvrier dans une certaine mesure, même quand l'accident ne provient pas de la faute du patron, mais, en revanche, à ne pas l'indemniser d'une manière complète même quand l'accident est imputable à la faute du patron, si toutefois cette faute n'est pas inexcusable. On conçoit donc très bien que l'ouvrier ne puisse invoquer le bénéfice du droit commun, grâce auquel il serait

1. Ces deux points ont été magistralement mis en lumière dans la note qui accompagne l'arrêt des chambres réunies du 8 janvier 1908, au Sirey, 1911, 1, p. 26 et 27.

entièrement indemnisé, lorsque l'accident provient de la faute du patron ou de la faute d'un préposé de celui-ci. Car si le patron était tenu de réparer le préjudice causé par son préposé dans les termes du droit commun (art. 1384) ; si, par suite, ce préposé était compris parmi les tiers responsables, le chef d'entreprise serait exposé à payer une indemnité supérieure à l'indemnité forfaitaire fixée par la loi de 1898 ; le patron n'aurait plus qu'un recours, souvent illusoire, contre son préposé.

L'exclusion du préposé de la catégorie des tiers responsables est, par conséquent, une exception au droit commun nécessitée par l'esprit de la loi de 1898. Mais cette dernière loi elle-même constitue une exception au droit commun : on ne pourrait pas dire, en effet, que le droit commun est actuellement formé, en matière d'accidents du travail, par la loi de 1898, car celle-ci n'a voulu régir que les rapports entre patrons et ouvriers : c'est le patron dont la loi a voulu limiter la responsabilité quant à son chiffre et étendre corrélativement la responsabilité en ce qui concerne ses sources et les hypothèses où elle se produit ; le patron seul, auquel ses préposés sont assimilés, échappe donc à la responsabilité du droit commun ; l'assimilation à cet égard des préposés au patron était inévitable puisque, d'après le droit commun, le patron en était civilement responsable (art. 1384).

En second lieu, la personne substituée, c'est-à-dire la personne à la disposition de laquelle l'ouvrier a été mis, n'est pas responsable en vertu de la loi de 1898 et, en conséquence, elle ne peut bénéficier de l'avantage correspondant qui lui permettrait d'échapper à la responsabilité entière des conséquences de sa faute dans les termes du droit commun.

Il n'est guère contestable que la personne substituée échappe à la responsabilité de la loi de 1898. Aux termes de son article 2, les ouvriers et employés ne peuvent se prévaloir, en raison des accidents dont ils sont victimes dans leur travail, d'aucune disposition autre que celles de la présente loi. Or l'article 1^{er} ne donne une action dans les termes de la loi de 1898 que contre le chef d'entreprise ; l'ouvrier ne peut donc avoir d'action, dans les mêmes termes, contre les personnes autres que le chef d'entreprise, qui, suivant l'article 7, ne peuvent être soumises au droit commun. D'ailleurs la responsabilité, dans la loi de 1898, est fondée sur le risque professionnel ; elle ne peut donc être encourue que par le chef d'entreprise, par celui qui exerce la profession dans laquelle la victime était occupée, car c'est lui qui crée le risque (1). A quoi du reste pourrait servir à l'ouvrier une action directe contre le tiers, dans les termes de la loi de 1898, puisque cet ouvrier, en vertu de la même loi,

1. C. note précitée, Sirey, 1911, 1, p. 25, deuxième colonne.

peut parvenir plus sûrement au même résultat en dirigeant son action contre le chef d'entreprise (1)?

Or si la personne substituée n'est pas responsable dans les termes de la loi de 1898, elle ne peut bénéficier de l'avantage corrélatif de voir limiter la responsabilité des conséquences de son acte dommageable. Car la limitation de la responsabilité au point de vue du chiffre et l'extension de la responsabilité au point de vue des faits qui lui donnent naissance, sont, nous l'avons dit, en étroite corrélation : là où il n'y a pas d'extension de responsabilité, il ne peut y avoir la limitation forfaitaire qui en est la juste compensation et le corollaire.

Que l'esprit de la loi soit de ne pas soustraire la personne substituée à la responsabilité du droit commun, c'est ce qui résulte encore des travaux préparatoires. Un amendement avait été proposé à la Chambre des députés par M. Bernard : celui-ci proposait la rédaction suivante : « La victime ou ses ayants droit
« conservent contre les auteurs de l'accident une ac-
« tion directe aux termes de l'article 1382 du Code civil.
« Toutefois, dans ce cas, les indemnités qui pourraient
« lui être accordées de ce chef ne pourraient se cumu-
« ler avec celles de la présente loi. » M. Bernard justifia son amendement en disant que la question se posait de savoir si indépendamment de l'action orga-

1. C. note précitée, Sirey, 1911. 1. p. 25 troisième colonne.

nisée contre le chef d'entreprise par la loi actuelle, les victimes conserveraient contre les auteurs directs des accidents l'action personnelle de l'article 1382, si ces actions coexisteraient ainsi que coexistent les actions de l'article 1382 et de l'article 1383. L'orateur montra la nécessité de décider le non-cumul des indemnités. C'est alors que M. Louis Ricard, rapporteur, répondit que la commission acceptait l'amendement à la condition qu'il fût spécifié que l'action de l'article 1382 ne pourrait jamais être dirigée contre le chef d'entreprise, c'est-à-dire que ce dernier ne devrait rien en dehors de l'indemnité fixée par le projet de loi en discussion. En conséquence, la Chambre vota le texte qui est demeuré définitif en ajoutant d'ailleurs (nous avons dit pourquoi) les préposés du patron au patron qui figurait seul dans la rédaction primitive (1). L'intention du législateur est donc manifeste. Il a voulu que le droit commun restât en principe applicable. En d'autres termes il n'a voulu soustraire à la responsabilité du droit commun que le patron et les préposés de celui-ci.

Examinons maintenant le texte même de l'article 7 : il dispose que les auteurs de l'accident, autres que le patron ou ses préposés, sont tenus des conséquences de l'accident survenu par leur faute.

Une distinction fort nette est donc établie entre

1. Sirey. *Lois annotées*, 1899, p. 784, 2^e colonne, note 67.

le patron, ses ouvriers et préposés d'une part, et d'autre part, les autres personnes qui peuvent être les auteurs de l'accident. Or les personnes à la disposition desquelles a été mis l'ouvrier ne sont pas pour celui-ci des chefs d'entreprise, car l'ouvrier ne cesse pas d'être subordonné au patron qui le paie : le patron a délégué ses pouvoirs à la personne substituée de telle sorte que les ordres donnés par celle-ci sont comme s'ils émanaient du patron. D'autre part la personne substituée n'est pas un préposé du patron, puisque les préposés sont des salariés subordonnés au patron (art. 1384 C. civ.). La personne substituée n'étant ni un chef d'entreprise ni un préposé du patron, qu'est-elle sinon un tiers au sens de l'article 7, c'est-à-dire un individu tenu des conséquences de l'accident survenu par sa faute ?

La Cour de cassation semble donc n'avoir pas tenu compte du texte de l'article 7 qui vise les préposés. Elle s'est attachée à l'alinéa final du même article qui permet au patron d'exercer « cette action contre « les tiers responsables de l'accident » et elle a décidé que la personne substituée n'est pas un tiers.

En vérité n'est-ce pas un peu jouer sur le sens du mot « tiers » ? Ce mot est susceptible de sens assez variés. Dans le domaine de l'article 1328 par exemple, d'après lequel les actes sous seings privés n'ont pas par eux-mêmes date certaine contre les « tiers », le mot tiers s'entend des personnes qui ont contracté

avec les parties, c'est-à-dire de leurs ayants cause à titre particulier (1), mais ces personnes seules sont des tiers (2). Dans une autre acception on entend par tiers celui qui n'a aucun rapport juridique avec les parties contractantes : *penitus extraneus* ; c'est la signification la plus générale. Est-ce à celle-ci que s'est référée la Cour de cassation ? Il y a eu entre la personne substituée et le chef d'entreprise un contrat : on ne pourrait donc en effet considérer la première comme un tiers.

Mais la loi n'ayant pas fixé le sens du mot « tiers », pourquoi s'attacher à l'une de ses acceptions plutôt qu'à une autre ? Vouloir chercher en dehors de l'article 7 ce qu'il faut entendre en notre matière par « tiers », c'est s'exposer inévitablement à l'arbitraire.

Et quelle raison y a-t-il, a priori, de décider que, par cela seul qu'elle a contracté avec le chef d'entreprise la personne substituée n'est pas un tiers ? (3)

La Cour de Riom a considéré que le patron qui coopère avec un autre patron à un même travail n'est pas un tiers ; pourquoi dès lors ne pas admettre l'impossibilité de recours entre patrons de différents corps d'état, collaborant à la construction d'un

1. Cass., 9 janvier 1901, Sirey, 1905.1, 509 et la note.

2. Baudry-Lacanterie et Barde. *Traité des Obligations*, 3^e édition, t. 4, n° 2348 ; Planiol, *Droit civil*, 4^e édition, t. 2, n° 75.

3. C. la note au Sirey, 1911, *loc. cit.*, p. 26, 3^e colonne.

même immeuble ? Un maçon laisse tomber une pierre sur la tête d'un serrurier qui travaille au-dessous de lui à l'édification du même édifice : n'y a-t-il pas ici collaboration au même titre que dans l'espèce Bost-Mioche dans laquelle statua la Cour de Riom ?

La seule manière d'éviter la fantaisie juridique, c'est d'interpréter restrictivement, conformément aux principes ordinaires de l'interprétation, le texte exceptionnel de l'article 7 et de ne chercher qu'en lui-même le sens du mot tiers.

Or que dit cet article 7 ? Il ne décide pas que les tiers seuls demeurent soumis à l'application du droit commun, mais il admet cette application pour tous les auteurs de l'accident, quels qu'ils soient, hormis « le patron, ses ouvriers ou préposés » et si l'article 7, en son dernier alinéa, s'occupe ensuite de cette action contre les tiers, ce n'est nullement pour fixer le cercle des personnes susceptibles d'être poursuivies dans les termes du droit commun, mais pour confirmer que l'action dont il s'agit appartiendra aussi au chef d'entreprise (1). L'alinéa premier, qui seul nous intéresse dans la question présente, indique les auteurs de l'accident auxquels le droit commun est applicable ; le dernier alinéa a un objet tout différent.

C'est faute d'avoir prêté à l'article 7 une attention

1. C. la note précitée au Sirey, 1911, p. 26.

suffisante que M. le Procureur général Baudouin donnait la définition suivante du tiers :

« Qui dit tiers dit personne étrangère de tous
« points à la victime, n'étant rattachée à elle par
« aucun lien, n'ayant exercé sur elle aucune auto-
« rité, ne lui ayant imposé aucune direction ».

Voilà une définition qui peut paraître bonne en pure logique, mais qui n'existe nulle part dans la loi. Elle est beaucoup plus large que celle qui se dégage de la lecture de l'article 7 lequel n'exclut comme tiers que le patron, ses ouvriers et proposés.

Cependant, M. le Procureur général Baudouin n'a pas admis que le patron, auquel on a prêté un ouvrier, fût un préposé. « La Compagnie du Midi, dit-il, « ne peut certes se dire le préposé de Blanc et Car-
« bon, puisque ce terme, dans notre langue juridi-
« que, emporte avec lui, stricto sensu, une idée
« d'autorité et de subordination corrélatrice et que
« l'arrêt attaqué déclare que la Compagnie ne rece-
« vait aucun ordre de Blanc et Carbon et demeurerait
« libre de diriger le travail comme bon lui sem-
« blait (1). »

Il en résulte que si le patron à qui l'ouvrier a été prêté ne peut être assimilé à un préposé, il doit être considéré comme un tiers. Le Procureur général n'ose pas aller jusqu'à cette conséquence : il ajoutait

1. *Gazette du Palais*, 1908. 1.122.

en effet : « Si elle n'est pas (la Compagnie) le
« préposé des chefs d'entreprise, n'est-elle pas, par
« l'effet même de la convention qui est intervenue
« entre eux, leur ayant cause ? Ne leur a-t-elle pas
« été substituée, ayant reçu d'eux la mission, le droit
« de les remplacer dans la direction et la surveil-
« lance qui leur incombent, et par la suite, assumant
« toutes les conséquences de cette situation, dans
« les termes mêmes de la loi ? »

A cette argumentation l'auteur de la note au Sirey
(1911.1.27) sous l'arrêt des Chambres réunies du
8 janvier 1908, nous semble avoir victorieusement
répondu. « Peu importe, à notre avis, dit l'éminent
« arrêviste, que la Compagnie fût l'ayant cause du
« patron, puisque, en tout cas, elle n'avait pas la
« qualité de préposé ; ... comme le remarque la
« Cour d'Agen, il n'y a pas de contrat de travail en-
« tre l'industriel substitué au patron et l'ouvrier ;
« puisque ce dernier n'est pas le salarié de cet in-
« dustriel, c'est le droit commun qui doit être appli-
« qué dans ses rapports avec lui. La Cour d'Agen
« observe également que l'industriel substitué ne
« connaît même pas les conditions du contrat passé
« entre le chef d'entreprise et l'ouvrier, le montant
« du salaire qui doit servir de base à l'indemnité
« forfaitaire ; il ne sait même pas, en général, le
« nom de l'ouvrier : il lui est complètement étran-
« ger. »

Pour prouver que la personne substituée ne peut être considérée comme un tiers au sens de l'article 7, le Procureur Général faisait intervenir l'article 20 : « Lorsque, dit ce texte, il est prouvé que l'accident « est dû à la faute inexcusable du patron ou de ceux « qu'il s'est substitués dans la direction, l'indemnité « pourra être majorée. » Argumentant de cette disposition, ce magistrat concluait que, si l'on admet que la faute inexcusable puisse être relevée contre un patron qui s'est substitué un autre patron dans la direction, il est impossible de décider que le patron substitué, dans notre question présente, soit un tiers.

La Cour de cassation a été également très impressionnée par l'article 20 (Voir l'arrêt du 14 mars 1904). « Quand, dit-elle, le chef d'entreprise a confié l'ouvrier à un autre patron qui le fait travailler sous « ses ordres et à son compte, c'est ce tiers qui a la « direction de l'entreprise et qui est substitué à cette « direction par le patron. » Admettons cette interprétation de l'article 20 : il en résultera que le patron sera tenu d'une indemnité majorée par suite de la faute inexcusable de la personne qu'il s'est substituée, mais il n'en découlera pas que la personne substituée échappera à l'action de droit commun tendant à l'entière réparation du préjudice.

L'article 20 ne s'occupe pas des rapports de l'ouvrier victime d'accident avec l'auteur de cet accident,

mais uniquement des rapports de l'ouvrier avec le patron responsable de l'accident.

La première catégorie de rapports est *exclusivement* visée par l'article 7 qui autorise l'ouvrier à poursuivre, suivant le droit commun, l'auteur de l'accident, quel qu'il soit, à l'exception toutefois du patron et de ses préposés. La réparation du préjudice, d'après l'article 7, doit être, en toute hypothèse, intégrale, conformément à l'article 1382, sans qu'il y ait lieu de s'occuper de la nature simple ou inexcusable de la faute. Au surplus n'est-il pas certain que l'article 20, en parlant de « ceux que le patron s'est substitués dans la direction », implique l'existence d'un lien de subordination entre le patron et ceux qu'il s'est substitués pour diriger le travail ; or un semblable lien de subordination ne s'aperçoit pas dans le cas où un patron a mis l'un de ses ouvriers à la disposition d'un autre patron (1). L'ouvrier prêté n'a aucun lien de droit avec celui qu'on nomme le patron substitué au sens de l'article 20. Pourquoi n'aurait-il pas, pour obtenir réparation du préjudice qui lui a été causé, l'action du droit commun contre ce substitué ?

En somme l'article 7 est un texte exceptionnel et bien précis qui n'a pas été modifié par l'article 20.

1. Voir à ce sujet la note sous l'arrêt de la Chambre civile du 14 mars 1904. Sirey, 1907. 1. 413 et suiv.

Chacune de ces dispositions a un objet et un domaine d'application différents. Le premier apporte au droit commun une dérogation qui est de stricte interprétation, en décidant que le patron ou ses préposés, auteurs d'accidents, ne peuvent pas être actionnés en vertu de l'article 1382 ; il n'ajoute pas « la personne » à la disposition de laquelle l'ouvrier a été mis par « le patron » et il est impossible de considérer cette personne substituée comme un préposé. Quant à l'article 20, il vise ceux des préposés du patron qui sont chargés de la direction du travail (1) ; son texte non moins que les travaux préparatoires l'établissent.

Dans le texte primitif, c'était la faute inexcusable des préposés qui entraînait une majoration de l'indemnité ; la rédaction définitive a eu pour but de restreindre la responsabilité du patron à *certain*s préposés.

« Si vous adoptez, a dit M. Trarieux au Sénat (2)
« le texte de la commission, vous décidez ipso facto
« que le patron est responsable, en outre de sa faute
« personnelle et de celle de ses contremaîtres, de
« toutes les fautes des ouvriers qui travaillent dans
« son usine. Je demande que la responsabilité du
« patron soit limitée à sa faute lourde personnelle,
« ou à la faute lourde de ceux qui auraient été ses

1. Cassation, 21 janvier 1903. Sirey, 1906.1.329 et la note.

2. Sirey. *Lois annotées*, 1899, p. 796, note 145. Note au Sirey, 1907.1.414. sous l'arrêt de la chambre civile du 14 mars 1904.

« *alter ego*, des ingénieurs, des contremaîtres par exemple. »

Il n'est donc pas douteux que l'article 20 a voulu empêcher qu'on rende le patron responsable de la faute inexcusable de l'un quelconque de ses préposés, contremaîtres ou ingénieurs.

Comme le mot préposé était insuffisant pour exprimer cette volonté législative, on a mis à sa place cette expression : « ceux qu'il s'est substitués dans la direction » qui ne permet plus d'équivoque. Mais cette expression, employée dans le sens que nous venons d'établir, n'a aucun rapport avec la disposition de l'article 7.

Cet article 7 se suffit à lui-même, il dit clairement et complètement ce qu'il veut dire, que la victime ou ses ayants droit peuvent exercer l'action de droit commun, en vue de la réparation totale du préjudice causé, contre tout auteur de l'accident autre que le patron, ses ouvriers ou préposés. Beaucoup de difficultés eussent été évitées si l'on avait simplement lu et appliqué ce texte.

Ajoutons que des conséquences pratiques fâcheuses eussent été également évitées.

Si la Cour Suprême s'était conformée à la définition extrêmement large de M. le procureur général Baudouin et suivant laquelle le tiers, au sens de l'article 7, serait « la personne étrangère de tous points à la victime », elle aurait logiquement abouti à de

singulières conséquences. « Cela conduirait à dire,
« observe fort justement l'auteur de la note critique
« placée au Sirey sous l'arrêt de 1908 (1), que si l'ou-
« vrier est victime d'un accident par la faute d'un
« client, pour le compte et sous la direction duquel
« il fait un travail accessoire au travail qu'il accom-
« plit pour son patron, aucune action ne lui appar-
« tient contre ce client : tel serait le cas d'un ouvrier
« transportant, sur la demande du client, jusqu'à
« l'appartement de ce dernier, les marchandises que
« le patron lui avait commandé de déposer à l'entrée
« de la maison. Comme ce travail serait accompli en
« dehors des occupations professionnelles de l'ou-
« vrier, celui-ci n'aurait pas non plus d'action con-
« tre le patron ; la loi de 1898 ainsi interprétée se-
« rait extrêmement critiquable. On ne pourrait plus
« dire que la limitation de la responsabilité est com-
« pensée par la dispense de toute preuve de faute,
« car il n'y aurait plus de responsabilité du tout. »

Sans doute, la Cour de cassation n'a pas été jusque-là. Elle a décidé que la personne substituée n'est pas un tiers au sens de l'article 7. Mais cette solution est grosse de corollaires regrettables.

Elle place la personne substituée dans une situation plus favorable que les auteurs d'accidents, sans lui imposer, comme au patron, la charge compensa-

1. Sirey, 1911, 1, p. 26, première colonne,

toire qui résulte de l'extension de la responsabilité au point de vue des hypothèses qui lui donnent naissance. Ainsi la loi de 1898, qui n'a pas été faite pour le substitué, lui procure, dans cette interprétation, des avantages plus grands qu'il son but avait été de le favoriser (1).

Le patron de l'ouvrier prêté devient responsable de la faute inexcusable commise par le patron qui a la direction.

Or s'il est juste d'admettre cette responsabilité pour le chef d'entreprise qui fait travailler ses ouvriers, sous la direction d'un ingénieur ou d'un contremaître qui est son *alter ego*, il est souverainement inique d'admettre une semblable responsabilité pour le chef d'entreprise dont les ouvriers travaillent, par exemple, sous la direction d'une Compagnie de chemins de fer.

Comment admettre, en effet, qu'on impute les conséquences d'une faute lourde à celui qui ne l'a pas commise et qui ne pouvait même pas l'éviter puisque le travail s'effectuait en dehors de lui par les soins d'un tiers ?

Que dire enfin de ce système de la coopération que nous avons noté dans l'arrêt de la Cour de Riom du 10 décembre 1910 ? Si celui qui coopère avec un

1. Note précitée au Sirey sous l'arrêt des chambres réunies de 1908, S. 1911.1.27, colonne 2.

autre à un même travail n'est pas un tiers, le maçon qui laisse tomber une pierre sur la tête du menuisier travaillant à la même maison n'est pas un tiers au sens de l'article 7. Dès lors, nous assistons à l'irresponsabilité absolue de l'auteur de la faute. Une charge énorme pèse sur le patron de l'ouvrier prêté. L'intention des parties est certainement contraire à de telles conséquences. L'on voit, en effet, les Compagnies de chemins de fer insérer dans les cahiers des charges des travaux cette clause que la responsabilité de l'article 7 ne pourra être invoquée contre elles par leur entrepreneur. Les Compagnies estiment donc que le recours peut exister, et cette renonciation n'est pas opposable à l'ouvrier que d'ailleurs les systèmes de la substitution et de la coopération privent du recours auquel il a droit suivant le droit commun (1).

La seule conclusion que nous puissions tirer de toutes les considérations précédentes, c'est que l'article 7 doit être lu et appliqué tel qu'il est, et c'est aussi qu'il doit être interprété restrictivement. L'esprit de la loi, son texte, l'équité l'exigent. La victime ou ses représentants conservent contre l'auteur de l'accident quel qu'il soit et à l'exception seulement du patron, des ouvriers ou préposés du patron, l'action en ré-

1. Voir les observations sous ce titre : « L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 et le sens du mot tiers » dans le *Recueil des accidents du travail*, n° du 9 mars 1911, p. 435, Lucien Sicot.

paration intégrale du préjudice, action qu'ils puissent dans le droit commun (art. 1382).

Il y a lieu de regretter que la jurisprudence de la Cour de cassation, grâce à une erreur d'interprétation que nous avons respectueusement relevée et que nous croyons avoir établie, se soit fixée en sens contraire en décidant que l'ouvrier ne peut exercer l'action de l'article 1382 contre la personne à la disposition de laquelle il a été mis par son patron (1).

1. L'arrêt des chambres réunies est généralement critiqué en doctrine. Presque tous les auteurs se sont associés à la résistance que les Cours d'appel ont opposée à la thèse de la Cour de cassation.

Voir, en outre, des auteurs déjà cités : Baudry-Lacantinerie et Wahl. *Traité du contrat de louage*, t. II, 1^{re} partie, n° 2500. Loubat. *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édit. n° 333, 1165 et 1721. Sachet. *Traité de la législation sur les accidents du travail*, 5^e édit. t. I, n° 775 bis.

CONDITIONS D'EXERCICE DE L'ACTION

L'article 7 ne s'occupe que des personnes auxquelles s'applique la loi de 1898, c'est-à-dire de la victime de l'accident, du conjoint non divorcé ou séparé de corps lorsque le mariage a été contracté avant l'accident, des enfants légitimes de la victime et de ses enfants naturels reconnus antérieurement à l'accident, enfin, à défaut de conjoint survivant ou d'enfant, des ascendants ou descendants qui étaient à la charge de la victime.

L'article 7 vise ces différentes personnes pour décider qu'indépendamment de l'action qu'elles puissent dans la loi de 1898, elles conservent contre le tiers responsable l'action en réparation du droit commun.

Les personnes qui ne jouissent pas du bénéfice de la loi de 1898, et notamment les collatéraux, ne cumulent pas les avantages de cette dernière loi avec l'action de droit commun, mais elles possèdent in-

contestablement cette action ; elles peuvent demander au tiers responsable la réparation intégrale du préjudice causé dans les termes de l'article 1382.

De ces personnes placées en dehors de la loi de 1898, nous n'avons pas à nous occuper ici : il nous faut seulement étudier l'exercice de l'action de droit commun par les personnes visées à l'article 7, c'est-à-dire en premier lieu la victime ou ses représentants, en second lieu le chef d'entreprise dont parle le dernier alinéa du texte. Nous aurons à résoudre, en ce qui concerne ce dernier, l'importante question de savoir s'il n'agit que comme subrogé dans les droits de l'ouvrier ou si, au contraire, il agit personnellement et directement contre le tiers responsable.

Enfin il y aura lieu de rechercher quelle est la situation de l'assureur qui a éprouvé un préjudice par suite de l'obligation où il s'est trouvé de réparer les conséquences de l'accident survenu à l'ouvrier de son assuré.

CHAPITRE PREMIER

Exercice de l'action par la victime ou ses représentants.

L'article 7 ne crée pas une action nouvelle au profit de la victime et de ses représentants. Il ne fait que maintenir l'action qui leur appartient en vertu du droit commun exprimé dans l'article 1382 du Code civil : c'est ce qui résulte de la manière la plus formelle des termes de l'article 7 : « La victime ou ses « représentants *conservernt* le droit de réclamer la « réparation du préjudice causé, conformément aux « règles du *droit commun*. » Le texte dit d'ailleurs que l'action de droit commun leur appartient indépendamment de l'action résultant de la loi de 1898.

Rien n'est donc plus clair : contre le patron, la victime ou ses représentants ont l'action de la loi de 1898, contre le tiers responsable de l'accident ils ont l'action de l'article 1382.

Cette dernière action, étant indépendante, peut être exercée avant l'autre ou parallèlement à elle. Il y a d'autant plus lieu d'en décider ainsi que l'action de droit commun risquerait d'être prescrite s'il fal-

lait attendre, pour la mettre en exercice, que l'action contre le chef d'entreprise eût reçu une solution. Rien n'empêche d'ailleurs d'admettre que l'ouvrier puisse actionner son patron après avoir obtenu une indemnité du tiers responsable.

La loi de 1898 est d'ordre public et le bénéfice qu'elle accorde à l'ouvrier ne disparaît pas par suite de l'exercice antérieur de l'action de droit commun.

Il est vrai que le patron est exonéré jusqu'à due concurrence par l'indemnité allouée à la victime, mais il n'en résulte pas que le droit de l'ouvrier soit éteint contre son patron, l'indemnité supportée par le tiers n'étant pas nécessairement supérieure à celle qui est due en vertu de la loi de 1898. Au surplus le tiers peut être insolvable. Enfin la fixation de l'indemnité due en vertu de la loi de 1898 présente un intérêt pour l'exercice ultérieur de l'action en revision.

Mais il faut remarquer que l'action de droit commun, et celle de la loi de 1898, ne sont liées par aucune connexité et par suite que le patron et le tiers ne peuvent être poursuivis dans la même instance.

L'ouvrier doit évidemment prouver la faute du tiers contre lequel il agit, il doit aussi démontrer l'existence d'un rapport de cause à effet entre cette faute et l'accident dont il a été victime (1).

1. La preuve doit être faite dans les termes du droit commun. Le demandeur ne saurait s'appuyer ni sur l'enquête du juge de paix ni

L'ouvrier peut demander la réparation intégrale du préjudice qui lui a été causé. D'autre part cette action de droit commun s'exerçant indépendamment de celle de la loi de 1898, comme nous l'avons expliqué, certaines difficultés peuvent se présenter.

La victime de l'accident est fondée à réclamer au tiers non seulement une indemnité correspondant aux indemnités forfaitaires fixées par la loi de 1898, mais une indemnité représentant la totalité du préjudice causé. Comment dès lors les choses se passeront-elles en pratique ? l'indemnité temporaire fixée par la législation des accidents du travail représente la moitié du salaire ; la rente représente la moitié de la réduction que l'accident fait subir à la capacité professionnelle de l'ouvrier. L'indemnité forfaitaire ne répare donc que la moitié du préjudice causé. D'autre part, considérons les dommages-intérêts attribués en vertu de l'article 1382 : ils doivent représenter une indemnisation complète.

Qu'est-ce à dire, sinon que la condamnation prononcée contre le tiers responsable sera, la plupart du temps, égale au double de l'indemnité fixée par la loi de 1898 ?

Mais il ne faudrait pas croire que les juges saisis de l'action de droit commun soient liés par l'évalua-

sur une enquête de police, celles-ci n'étant pas opposables au tiers qui n'y a pas été appelé (Aix, 20 mai 1910. *Recueil des accidents du travail*, n° 6, 1910).

tion des juges qui ont statué sur la demande de l'ouvrier contre le patron. Ces derniers ont eu à faire un calcul basé sur le principe forfaitaire de la loi de 1898. Quant aux premiers, ils ont un pouvoir souverain d'appréciation en ce qui concerne l'étendue du dommage causé et la fixation des dommages-intérêts.

Il est bien manifeste, en effet, que les conditions de la chose jugée ne se rencontrent pas ici : les deux instances dont il s'agit ne sont pas engagées entre les mêmes parties, elles n'ont pas non plus le même objet.

La jurisprudence a eu l'occasion de consacrer ces règles : un arrêt de la Cour d'Aix, du 19 janvier 1910, a décidé que le recours de l'ouvrier contre le tiers responsable étant fondé sur l'article 1382, les tribunaux doivent tenir compte, pour l'évaluation du préjudice ainsi que pour la fixation de l'indemnité, de tous les éléments d'appréciation qui leur sont soumis ; qu'en conséquence, s'il leur apparaît que la guérison complète de la victime mérite d'être envisagée, ils peuvent donner acte au tiers de ce qu'il se réserve de demander la suppression de la rente et cela, alors même que, par l'expiration du délai de révision, la suppression ou la réduction ne peut plus être demandée par le patron à l'ouvrier (1).

1. *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 515.

Cette décision peut paraître critiquable au point de vue des complications pratiques qu'elle est susceptible d'entraîner. Si l'on admet que la réduction de la rente puisse être prononcée au profit du tiers responsable sans que cette réduction produise d'effets dans les rapports du patron et de l'ouvrier, voici les difficultés qui se présentent. Le capital de la rente forfaitaire a été constitué à la Caisse Nationale des Retraites par le tiers (ainsi en était-il dans l'espèce de l'arrêt) en vertu de l'article 7 de la loi de 1898. Comment le tiers parviendra-t-il à obtenir la restitution ?

En outre, le patron avait été exonéré par une décision définitive à son égard.

Comment admettre qu'il puisse être utilement recherché par l'ouvrier ou par la Caisse Nationale des Retraites subrogée aux droits de l'ouvrier, puisque la responsabilité du tiers demeure entière (1) ?

Mais, quoi qu'il en soit, l'arrêt a eu raison de décider que la disposition de la loi de 1898, en vertu de laquelle la décision judiciaire devient définitive et l'indemnité n'est plus revisable entre le patron et l'ouvrier après un délai de trois années, n'est pas opposable au tiers. Il résulte de là, certainement, que même après ce délai, la victime peut demander et obtenir des dommages-intérêts supplémentaires.

1. Voir à ce sujet la note qui accompagne l'arrêt d'Aix dans le *Recueil des assurances*, *loc. cit.*

Dans le même ordre d'idées, le Tribunal correctionnel de la Seine, dans un jugement du 30 décembre 1904, a décidé que le jugement qui a statué au Civil entre l'ouvrier et son patron, sur la réparation forfaitaire d'un accident du travail, étant susceptible de révision pendant trois ans, ne peut avoir une valeur définitive et absolue au regard du tiers poursuivi comme responsable de l'accident en vertu du droit commun et par application de l'article 7 de la loi de 1898 ; en conséquence bien que, dans ses rapports avec le patron, l'ouvrier ait été, par jugement définitif, déclaré atteint d'une incapacité permanente absolue, le juge correctionnel, saisi du recours de l'ouvrier contre le tiers responsable, peut admettre l'existence d'une incapacité moins grave sur le vu de rapports d'experts permettant l'espoir d'une guérison probable dans un délai déterminé, mais qui peut être inférieur à trois ans (1).

Il ne faut pas oublier d'ailleurs que l'intérêt est la mesure des actions.

Si l'ouvrier exerce son action contre le tiers responsable avant d'avoir réclaté au patron les indemnités légales, il peut réclamer à ce tiers des dommages-intérêts représentant la totalité du préjudice subi. Mais si l'ouvrier a déjà été partiellement indemnisé à la suite de l'action de la loi de 1898 d'abord exer-

1. *Le Droit*, 9 avril 1905.

cée, il ne peut plus réclamer au tiers qu'un complément d'indemnité.

Notons enfin que l'ouvrier, ayant contre le tiers responsable une action de droit commun indépendante, peut transiger avec ce dernier sur les droits dont il a la disposition, c'est-à-dire sur la totalité du préjudice et de la réparation ou seulement sur la portion complémentaire selon qu'il a obtenu ou non du patron les indemnités légales. La transaction ainsi intervenue entre la victime d'un accident et le tiers responsable est certainement opposable aux ayants droit de la victime, mais elle n'est pas opposable au patron car, ainsi que nous le verrons, celui-ci agit en vertu d'un droit propre qu'il puise dans l'article 1382.

CHAPITRE II

Exercice de l'action par le chef d'entreprise

Le dernier alinéa de l'article 7 s'exprime ainsi :
« Cette action contre les tiers responsables pourra
« même être exercée par le chef d'entreprise, à ses
« risques et périls, aux lieu et place de la victime ou
« de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en faire
« usage. »

Les controverses auxquelles cette disposition a donné lieu sont aussi vives que celles qui se rapportent à la détermination du sens précis du mot « tiers responsable » dans l'alinéa premier. Elles ont abouti à une regrettable opposition de jurisprudence entre le Conseil d'État et la Cour de cassation.

Aussi devons-nous insister tout particulièrement sur le problème qui a été soulevé à propos de l'interprétation du texte sus-visé. Le patron a-t-il contre le tiers responsable une action personnelle et directe en réparation du préjudice qui lui a été causé par l'accident ou bien n'agit-il que comme subrogé dans les droits de la victime ou de ses représentants ?

C'est ainsi que se pose la question.

Avant d'en aborder la discussion, indiquons quels intérêts pratiques sont attachés à sa solution :

Avant l'application de la loi du 9 avril 1898, il arrivait très rarement qu'un patron pût recourir contre l'auteur responsable de l'accident dont son ouvrier ou son préposé avait été victime. En effet, il est de principe certain que l'auteur responsable d'un accident n'est tenu à réparation que si le dommage causé est une conséquence immédiate et directe du quasi-délit par lui commis : il faut une relation de cause à effet entre le préjudice et la faute.

Or il était bien peu fréquent qu'un chef d'entreprise pût justifier d'un préjudice direct éprouvé par lui en raison de la faute du tiers qui avait causé l'accident dont l'ouvrier avait été victime. Il n'est pas difficile d'expliquer le fait si l'on considère, d'une part, que le patron ne devait alors aucune indemnité à l'accidenté à moins qu'il n'ait lui-même commis une faute et d'autre part, que la responsabilité du patron était toujours à couvert lorsque l'accident était dû à la faute d'un tiers.

Cependant il se présentait certaines hypothèses dans lesquelles le chef d'entreprise pouvait éprouver un préjudice direct résultant pour lui de la faute du tiers : l'accident réduisant à l'indisponibilité un préposé dont le concours lui était indispensable, causait un dommage immédiat à la marche de ses affaires, à la bonne

gestion de sa maison de commerce ou de son industrie ; dès lors un recours lui était permis contre le tiers auteur de l'accident. La jurisprudence n'avait pas manqué alors d'accueillir l'action du patron et de faire droit à sa demande en dommages-intérêts contre le tiers responsable (1).

C'est en vertu des mêmes principes que, dans un ordre d'idées assez voisin, les tribunaux ont admis l'État à réclamer à une compagnie de chemins de fer le remboursement de la pension allouée à la veuve d'un officier qui avait été tué par accident, en service commandé, cette pension étant due par application des lois des 11 avril 1831 et 22 juin 1878. Une relation directe de cause à effet existait entre l'accident dont la compagnie était responsable et l'obligation légale où s'est trouvé l'État de servir une pension à la veuve de la victime (2).

Le régime de la législation sur les accidents du travail multiplia les recours des patrons contre les tiers responsables.

Même en l'absence de toute faute de sa part, le pa-

1. Tribunal civil d'Angoulême, 21 novembre 1905, et Cour de Bordeaux, 7 mai 1907. (*Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 512.)

Tribunal de Commerce de la Seine, 10 janvier 1906 (même recueil, 1906, p. 380).

2. Tribunal civil de la Seine, 16 mai 1908. *Recueil périodique des assurances*, 1908, p. 227.

Paris, 3 mars 1909, même recueil, 1909, p. 478.

Paris, 22 mai 1903, même recueil, 1906, p. 488.

tron est tenu de verser à l'ouvrier victime d'accident une indemnité forfaitaire ; la faute du tiers ne l'exonère pas de son obligation ; mais comme cette faute lui cause un dommage, elle lui ouvre une action en dommages-intérêts contre ce tiers.

De grands intérêts pratiques s'attachent à la détermination de la nature juridique de l'action qui appartient au patron.

Suivant qu'on la regardera comme une action personnelle et directe ou comme une action subrogative, on décidera qu'elle ne peut pas être ou au contraire qu'elle peut être paralysée par les exceptions opposables à l'ouvrier.

Si l'action du patron est purement subrogative, elle ne peut être exercée postérieurement à celle de l'ouvrier ; elle n'est même plus recevable si l'ouvrier exerce son action en cours d'instance : le patron ne peut plus qu'intervenir dans l'instance engagée par l'ouvrier ou ses représentants. Les solutions contraires s'imposent si l'on admet que le patron a une action directe.

Dans le système de l'action subrogative, la transaction intervenue entre l'ouvrier et le tiers peut être opposée au patron ; elle ne peut pas l'être dans le système de l'action directe.

Dans quelles conditions le patron peut-il donc exercer son action ?

Nous avons vu, dans le chapitre précédent, que

l'action qui appartient à l'ouvrier contre le tiers responsable lui est acquise en vertu du droit commun : ce n'est pas une action nouvelle qui est accordée à la victime par la loi de 1898.

Or, en est-il de même en ce qui concerne l'action du patron contre le tiers responsable ? La loi de 1898 a-t-elle maintenu et rappelé, au profit du chef d'entreprise, le droit commun ou bien au contraire l'a-t-elle restreint ?

Pourquoi cette restriction serait-elle intervenue ? La loi nouvelle n'a point limité les indemnités qui peuvent être dues par le tiers à la victime : ce tiers est tenu, au delà des indemnités forfaitaires, à la réparation intégrale du préjudice.

Pourquoi le patron ne pourrait-il, lui aussi, réclamer au tiers une réparation équivalente au dommage qu'il souffre ? Le chef d'entreprise conserve donc sous le régime nouveau, et sans aucune restriction, l'action que lui confère le droit commun.

Telle est du moins la solution que nous nous attacherons à démontrer. Mais elle est loin d'être constante en jurisprudence car, si elle a été acceptée par un certain nombre de décisions, puis par le Conseil d'État, elle a été formellement repoussée par la Cour de cassation.

Dans la première section de ce chapitre, nous analyserons la jurisprudence dont il s'agit.

Dans la deuxième section, nous la critiquerons et

nous mettrons en lumière le système auquel nous croyons devoir nous rallier.

SECTION I

La Jurisprudence

Les tribunaux ont d'abord manifestement incliné vers le système de l'action directe.

Ils ont admis le patron à agir contre le tiers responsable en vue de la réparation de tous les dommages que lui cause l'accident survenu à l'ouvrier. Le tiers a été ainsi condamné envers le patron non seulement au remboursement des indemnités légales, mais encore à l'indemnisation du préjudice causé par la privation d'un auxiliaire indispensable ou utile (1).

Or un certain nombre de décisions étaient favora-

1. La maison de commerce dont le commis-voyageur a été blessé au cours d'un voyage est fondée à réclamer au voiturier, par la faute duquel l'accident est arrivé, la réparation du dommage causé par la maladie de son employé. (Trib. civ. d'Angoulême, 21 nov. 1905. Cour de Bordeaux, 7 mai 1907, *Recueil des assurances*, 1910, p. 512.)

Une compagnie de chemins de fer est responsable envers une compagnie d'assurances des conséquences d'un accident survenu à l'un de ses inspecteurs, alors que celui-ci, chargé des affaires de province, visitant les agences départementales, s'occupait d'en créer de nouvelles et que par son décès, la compagnie a été subitement privée d'un

bles à la reconnaissance d'une action personnelle et directe du patron.

La Cour de Paris a décidé, par plusieurs arrêts, que si l'ouvrier victime d'un accident s'est d'abord adressé au patron et a reçu de lui l'indemnité à laquelle il a droit en vertu de la loi de 1898, il ne peut, quels que soient les termes de son assignation, agir contre le tiers responsable que pour un complément d'indemnité, et que c'est seulement au cas où la victime a immédiatement agi contre le tiers responsable et a ainsi obtenu la totalité de l'indemnité que le patron est sans action contre le tiers. La Cour de Paris a décidé également que la loi de 1898 n'a apporté aucune dérogation à l'article 1382 du Code civil en ce qui concerne les relations des chefs d'entreprise et des tiers et que l'article 7 subordonne d'autant moins la recevabilité du recours à la forme de l'intervention que le plus souvent l'action de la victime demeure inconnue du chef d'entreprise (1).

D'autre part, il a été jugé que l'arrangement inter-

conours très utile à son exploitation. (Trib. com. de la Seine, 10 janv. 1906, *Recueil des assurances*, 1906, p. 380.)

L'action contre le tiers responsable appartient à toute personne à laquelle l'accident causé porte préjudice (notamment : Cassation, 4 mars 1902. Sirey, 1902.1.224. Cassation, 13 mars 1903. Sirey, 1903. 126. Cour de Paris, 3 mars 1909. *Recueil des assurances*, 1909, p. 478. Cour de Bordeaux, 7 mai 1907. Même recueil, 1910, p. 512.)

1. Paris, 3 février 1909. *Recueil des assurances*, 1910, p. 528.

Paris, 5 mai 1905, sous cassation, 7 juillet 1900. *Recueil*, 1910, p. 537.

venu entre la victime d'un accident et le tiers responsable n'est opposable qu'aux ayants droit de la victime, mais non au patron qui agit en vertu d'un droit qui lui est propre, fondé sur l'article 1382 du Code civil afin d'obtenir réparation du préjudice qui lui a été personnellement causé en l'obligeant à servir une rente à la veuve de la victime (1).

Cependant ce point était loin d'être constant et nous voyons la Cour de Douai décider, le 27 avril 1909, « que toutes les exceptions opposables à la victime peuvent être opposées par le tiers responsable au patron qui ne fait qu'exercer, en vertu de l'article 7, l'action de la victime en ses lieux et place, si elle n'agit pas par elle-même, qu'en conséquence et spécialement, le tiers responsable peut compenser, jusqu'à due concurrence, les frais de justice auxquels l'ouvrier a été condamné dans la précédente instance avec l'indemnité à laquelle il est tenu » (2).

Dans le même sens, nous trouvons aussi un jugement du Tribunal de Grenoble du 5 mai 1909 (Voies ferrées du Dauphiné c. Carisio). Bernard Carisio, ouvrier au service de Joseph et Paul Carisio, entrepreneurs associés, fut tamponné et tué par un convoi

1. Trib. civ. de la Seine, 26 juin 1909. *Recueil des accidents du travail*, n° 6, 1909 (décembre).

Justice de Paix de Paris, 15 nov. 1906. *Recueil des assurances*, 1907, p. 647.

2. Douai, 27 avril 1909. *Recueil des assurances*, 1910, p. 531.

de la Société des Voies ferrées du Dauphiné. La veuve de Bernard Carisio intenta deux actions, l'une contre les frères Carisio, patrons responsables dans les termes de la loi de 1898, qui fut solutionnée par un jugement du tribunal de Grenoble accordant à la dite veuve une rente viagère de 226 francs, l'autre contre la Société des Voies ferrées, en tant que tiers responsable, dans les termes de l'article 7. — Cette deuxième action se termina par un jugement du Tribunal de la Seine condamnant la Société à payer à la veuve une rente viagère de 150 francs. Les frères Carisio, patrons de la victime, assignèrent à leur tour la Société des Voies ferrées en sa qualité de tiers responsable en remboursement des frais funéraires de l'ouvrier, des dépens du procès qui leur avait été intenté en vertu de la loi de 1898 et en outre en remboursement des condamnations qui pourraient intervenir à leur encontre au profit de la Caisse Nationale des Retraites (art. 26 de la loi de 1898) à raison des arrérages payés ou à payer.

Le Tribunal de Grenoble repoussa la demande des frères Carisio.

« Attendu, dit-il, qu'aux termes de l'article 7, l'action contre les tiers responsables pourra même
« être exercée par le chef d'entreprise, à ses risques
« et périls, au lieu et place de la victime ou de
« ses ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire
« usage.

« Attendu que telle n'est pas la situation des de-
« mandeurs puisque la veuve Carissio a déjà exercé
« cette action... que, sans doute, le patron a les mê-
« mes droits que l'ouvrier ou ses représentants con-
« tre les tiers responsables, mais qu'une fois ces
« droits épuisés par ceux-ci, comme dans l'espèce,
« le patron ne peut à son tour introduire une action
« qui ferait double emploi avec la première (1). »

C'était bien là se rallier nettement à l'idée de la subrogation du patron dans les droits de l'ouvrier.

Mais, comme nous l'avons vu, la thèse de l'action directe prévalait.

Nous la trouvons exprimée de la manière la plus formelle dans le jugement par lequel, le 26 juin 1909, le tribunal de la Seine a décidé que le patron actionnant le tiers responsable en remboursement des sommes par lui déboursées à raison d'un accident du travail, agit non pas comme représentant de l'ouvrier blessé, mais en vertu d'un droit qui lui est propre, fondé sur l'article 1382 du Code civil, qu'en conséquence son action est recevable alors même que l'ouvrier a précédemment obtenu, par la voie judiciaire, une indemnité du tiers responsable et a délivré à ce dernier une quittance par laquelle il

1. Cette décision nous est connue par suite d'une information personnelle.

déclarait n'avoir plus rien à réclamer dans l'avenir (1).

Telle était la physionomie générale de la jurisprudence lorsque deux arrêts très importants, mais rendus dans des sens diamétralement opposés, vinrent animer la controverse : l'un émane du Conseil d'État, l'autre de la Cour de cassation : il importe de les mettre l'un et l'autre en relief.

L'arrêt du Conseil d'État du 22 mai 1908 fut rendu dans des circonstances qui lui donnent une grande portée juridique. Il s'agissait, en effet, d'un ouvrier qui, après avoir obtenu du patron la rente forfaitaire, avait actionné le tiers responsable à fin d'indemnité complémentaire.

Le sieur Mith, ouvrier auxiliaire au service de l'Administration des Postes et Télégraphes, fut victime, le 6 mars 1902, d'un accident qui survint au moment où il posait un fil téléphonique. Une enquête établit que l'accident avait été causé par un contact entre le fil téléphonique et le fil tendeur du trolley de la Compagnie des tramways de Poitiers ; il faut remarquer que ce dernier fil n'était pas isolé, contrairement aux prescriptions de l'arrêt préfectoral qui régissait les installations de la Compagnie des tramways.

1. Trib. civ. Seine, 1909. *Recueil des accidents de travail*, n° 6, décembre 1909.

Cette décision est en contradiction formelle avec la doctrine formulée par la Cour de cassation dans l'arrêt du 7 juillet 1909.

Un accord intervint entre Mith et l'Administration des Postes, et une ordonnance de conciliation du Président du tribunal alloua à la victime une indemnité journalière, les frais de maladie, plus une rente de 438 francs.

Mais Mith, considérant ces indemnités comme insuffisantes à réparer entièrement le préjudice qui lui avait été causé, assigna la Compagnie des tramways, prise comme tiers responsable, devant le tribunal de Poitiers en 20.000 francs de dommages-intérêts.

Le tribunal, par jugement du 20 décembre 1903 et la Cour de Poitiers par arrêt confirmatif du 6 juin 1904, repoussèrent la demande de Mith (1).

Ces décisions considérèrent que la rente obtenue en conciliation par l'ouvrier constituait une réparation suffisante du préjudice par lui souffert et qu'il n'était pas dès lors fondé à réclamer au tiers une indemnité complémentaire.

Tout n'était pas fini : l'État, qui était en l'espèce le chef d'entreprise, exerça un recours contre le tiers responsable afin d'obliger celui-ci à lui rembourser le capital de la rente allouée à l'ouvrier.

Un arrêté du Conseil de Préfecture de la Vienne, du 30 juillet 1907, fit droit à cette demande. Il décida que l'action intentée par l'ouvrier devant l'au-

1. Voir ces décisions au *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 541 à 543.

torité judiciaire avait bien épuisé le droit de cet ouvrier et par suite le droit que l'État aurait pu, par subrogation, exercer contre le tiers ; mais que cette action ne pouvait mettre obstacle au droit de l'État de former contre le tiers une demande directe de réparation (1).

La Compagnie des tramways déféra cet arrêté au Conseil d'État. Le pourvoi s'appuyait sur plusieurs moyens dont le plus important était relatif à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898 ; il soutenait que l'État n'était plus en droit de se prévaloir de cette disposition parce que le patron ne peut exercer l'action contre le tiers auteur de l'accident que si l'ouvrier ne l'a pas exercée lui-même. Or cette thèse ne fut pas accueillie par le Conseil d'État qui décida qu'encore bien que l'action de l'ouvrier contre le tiers ait été rejetée, le chef d'entreprise n'en est pas moins recevable à exercer lui-même une action en responsabilité contre le tiers. Le Conseil ajouta que l'objection tirée de la chose jugée serait inopérante, puisque le patron est demeuré étranger à la première procédure et que les deux demandes n'ont point le même objet (2).

C'est dans des conditions assez différentes que fut

1. Voir le texte de cette décision dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 544.

2. Voir cet arrêt dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 545 et 546 et dans Dalloz, 1919.3.8. Voir aussi dans Dalloz, *loc. cit.*, les remarquables conclusions de M. Teissier.

rendu l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1909. Le sieur Guillemot, camionneur au service de Philippe, entrepreneur de transports, fut victime d'un accident qui entraîna l'amputation du bras droit. L'accident avait été causé par le choc d'une voiture de la Compagnie des tramways de l'Est parisien. Un jugement du tribunal correctionnel de la Seine, confirmé par arrêt de la Cour d'appel du 31 décembre 1903, condamna le conducteur de la dite voiture et la Compagnie des tramways, civilement responsable, à payer à Guillemot, partie civile, une rente annuelle et viagère de 500 francs. D'autre part, Guillemot poursuivit son patron Philippe en vertu de la loi de 1898, Philippe fut condamné par le tribunal civil de la Seine à payer à Guillemot une rente annuelle et viagère de 657 francs. Philippe se retourna alors contre le tiers responsable et lui réclama les indemnités journalières par lui payées à son ouvrier, en même temps que le capital constitutif de la rente viagère de 657 francs.

Le Tribunal civil de la Seine, par jugement du 1^{er} juillet 1904 et la Cour de Paris, par arrêt du 5 mai 1905, firent droit à la prétention de Philippe.

« Considérant, dit l'arrêt, que l'article 7 de la loi
« du 9 avril 1898, en conférant au chef d'entreprise
« le droit d'agir contre les tiers responsables, aux
« lieu et place de la victime ou de ses ayants droit
« si ceux-ci ont négligé d'intenter l'action qui leur

« est réservée, n'a pas eu pour objet de limiter ou
« de restreindre les droits que le chef d'entreprise
« peut personnellement avoir à exercer contre les
« tiers en vertu du droit commun. »

Dès lors, le patron fut déclaré recevable à demander au tiers, dans les termes des articles 1382 et suivants du Code civil, la réparation intégrale du préjudice (1) .

La Compagnie des tramways de l'Est parisien s'étant pourvue en Cassation, l'arrêt de la Cour de Paris fut cassé le 7 juillet 1909. La Cour suprême décida que, sans doute, le patron peut intervenir dans l'instance introduite par la victime ou ses ayants droit contre le tiers responsable, qu'il peut même exercer contre ce dernier l'action de ces ayants droit si ceux-ci négligent d'en faire usage, mais que si la victime ou ses ayants droit ont exercé contre le tiers responsable l'action de l'article 1382 du Code civil, le chef d'entreprise ne peut plus agir contre lui.

« Cette restriction apportée à l'exercice des droits
« du chef d'entreprise, dit la Cour de cassation, évite
« le renouvellement de débats qui bien que ne s'agi-
« tant pas entre les mêmes parties, se seraient pour-
« suivis à raison des mêmes faits et auraient pu
« aboutir à des décisions contraires ; par contre, la

1. Voir cet arrêt dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910 p. 537.

« faculté qui lui est donnée d'intervenir devant toutes les juridictions, dans les instances suivies par ses ouvriers et employés contre les tiers responsables, sauvegarde ses intérêts. » (1)

Ainsi donc, rien n'est plus évident que la contradiction qui règne entre les arrêts du Conseil d'État et de la Cour de cassation. Pour le premier, l'action du patron et celle de l'ouvrier sont exclusivement fondées sur le droit commun ; elles sont complètement indépendantes l'une de l'autre et elles peuvent être exercées successivement sans faire échec à la chose jugée. Pour la seconde, au contraire, l'action du patron ne peut être exercée qu'à défaut par l'ouvrier d'avoir agi contre le tiers, de telle sorte que la loi de 1898 a restreint sur ce point les droits que le patron puisait dans le droit commun.

Après l'arrêt du 7 juillet 1909, la Cour de Paris a complètement modifié sa jurisprudence dans le sens de celle de la Cour Suprême. L'arrêt du 13 novembre 1909, adoptant les motifs mêmes de la Chambre civile, décide que le chef d'entreprise peut intervenir dans l'instance suivie contre le tiers responsable par l'ouvrier ou ses représentants, mais que c'est seulement en cas d'inaction de l'ouvrier qu'il est autorisé à exercer en son lieu et place l'action de l'article 1382 ; en

1. Voir l'arrêt de la Cour de cassation du 7 juillet 1909, dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 538 et dans le *Recueil des accidents du Travail*, décembre 1909, n° 6.

conséquence, conclut désormais la Cour de Paris, si l'ouvrier victime de l'accident agit contre les tiers responsables, le patron a le droit d'intervenir dans l'instance, mais il n'est pas recevable à agir directement contre ces tiers (1).

La Cour de Paris, dans son arrêt du 28 octobre 1910, a été plus loin encore en décidant que l'action introduite par le patron contre le tiers responsable devient non recevable par suite de l'exercice *postérieur* de l'action de l'ouvrier contre ce tiers. Dans l'espèce une Compagnie d'assurances, substituée au patron, avait réclamé au tiers le remboursement des sommes par elle payées en raison de l'accident. Postérieurement à l'introduction de cette demande de la part de la Compagnie d'assurances, l'ouvrier avait demandé et obtenu devant le tribunal correctionnel la réparation complète du préjudice qu'il avait éprouvé. La Cour a estimé que l'action de la Compagnie devenait irrecevable par le fait de l'exercice, même postérieur, de l'action de la victime (2).

En définitive, la Cour de cassation, suivie désormais par les Cours d'appel, voit dans l'action conférée au patron par l'article 7 une action subrogra-

1. Paris, 13 nov. 1909. *Recueil des accidents du travail*, n° 8, janvier 1910. *Recueil des assurances*, 1910, p. 547.

2. Paris, 28 octobre 1910. *Recueil des accidents du travail*, n° 7, janvier 1911.

tive alors que le Conseil d'État y voit une action personnelle et directe.

Il serait fort regrettable que ce désaccord se perpétuât et il est permis de penser que l'une de nos hautes juridictions finira par se rallier à la jurisprudence de l'autre.

Reste à savoir dans quel sens il convient de souhaiter que l'unité se produise.

SECTION II

Critique de la Jurisprudence

Logiquement on ne voit pas pourquoi le patron n'aurait pas une action directe contre le tiers responsable. Dès lors qu'une relation de cause à effet apparaît entre la faute du tiers et le dommage souffert par le patron par suite de l'accident, le patron se trouve en effet dans le domaine d'application du principe d'équité qu'a consacré l'article 1382.

Le préjudice personnel qu'il subit fonde une action personnelle de sa part. L'action exercée par la victime de l'accident contre le tiers ne fait disparaître ni le préjudice, ni, par suite, l'action du patron. L'intérêt du patron subsistant, malgré l'action de la victime, son droit d'agir doit subsister aussi.

Ces déductions rationnelles sont parfaitement justes; elles s'accordent avec les principes généraux et

avec l'article 1382 du Code civil ; mais nous les avons tirées en faisant abstraction de l'article 7 de la loi de 1898. Or ce dernier texte est un facteur essentiel du problème.

Posons d'abord très clairement ce problème.

L'intérêt est la mesure des actions.

Supposons donc que la victime de l'accident ait agi contre le tiers responsable, qu'elle ait fait reconnaître en justice la responsabilité de celui-ci et qu'elle ait obtenu contre lui une condamnation égale ou supérieure aux indemnités que la loi de 1898 met à la charge du patron.

Dans cette hypothèse, le patron se trouve, aux termes de l'article 7, exonéré jusqu'à due concurrence. En fait il n'a donc plus un intérêt légal à agir personnellement pour les mêmes causes contre le tiers.

Mais supposons que l'intérêt du patron subsiste, en tout ou en partie, soit pour les mêmes causes, soit pour d'autres causes. En d'autres termes, imaginons que la victime n'ait obtenu contre le tiers qu'une condamnation inférieure aux indemnités mises à la charge du patron ou bien imaginons, toutes choses égales d'ailleurs, que l'intérêt à agir du chef d'entreprise provienne de ce fait que l'accident l'a privé d'un employé indispensable. C'est alors que la question se pose de savoir si l'article 7 de la loi de 1898 permet au patron d'agir personnellement, dans les termes du droit commun, contre le tiers, ou si, au

contraire, la loi nouvelle a restreint les droits que le patron puisait dans le droit commun.

Or, le dernier alinéa de l'article 7 est ainsi conçu :
« Cette action contre les tiers responsables pourra
« même être exercée par le chef d'entreprise, à ses
« risques et périls, aux lieu et place de la victime
« ou de ses ayants droit, si ceux-ci négligent d'en
« faire usage. »

Les derniers mots du texte subordonnent-ils, en droit, l'exercice de l'action par le patron à l'inaction de l'ouvrier ou de ses ayants droit ?

C'est dans l'interprétation de ces mots que réside en somme toute la difficulté.

A notre avis, l'article 7 ne restreint pas les droits qui appartiennent au patron en vertu du droit commun, il ne le prive pas de l'action fondée sur l'article 1382 pour lui donner une action d'une nature différente qui serait basée sur une prétendue subrogation légale dans les droits de l'ouvrier ; l'article 7 ne fait nullement de l'inaction de l'ouvrier la condition juridique de l'exercice de l'action du patron contre le tiers.

Nous allons essayer de le démontrer en considérant successivement le texte et l'esprit de l'article 7, puis la notion même de la subrogation légale, enfin l'équité qui interviendra pour renforcer notre solution.

Voyons d'abord le texte de l'article 7. C'est lui qui

a dicté à la Cour de cassation l'arrêt du 7 juillet 1909 et qui inspire les partisans du système de l'action subrogative. Au premier abord, l'article 7 semble fournir trois arguments décisifs en faveur de ce système. Le premier est tiré des mots « aux lieu et place de la victime ou de ses ayants droit ». Le second qui peut être séparé du premier et dont il peut être également considéré comme un complément, s'appuie sur les mots « si ceux-ci négligent d'en faire usage ». Le troisième utilise la contexture générale du dernier alinéa de l'article 7 aux termes duquel « cette action », c'est-à-dire l'action de la victime contre le tiers responsable, « pourra être exercée par le chef d'entreprise ».

Quelle est la valeur de ces arguments ? Nous ne les croyons pas péremptoires.

De ce que le patron puisse agir « aux lieu et place » de l'ouvrier comme l'aurait pu faire l'ouvrier lui-même qui est demeuré inactif, il ne résulte pas nécessairement que la loi ait enlevé au patron l'action de l'article 1382 pour lui substituer une action subrogative. Pour priver le chef d'entreprise de l'action de droit commun, il nous semble qu'il eût fallu une disposition beaucoup plus explicite. De ce que le patron puisse agir si l'ouvrier n'agit pas, il ne s'ensuit en aucune façon que le patron ne puisse agir que dans le cas unique où l'ouvrier reste inactif. Le texte nous paraît bien plutôt signifier que le patron con-

serve l'action de droit commun alors même que la victime n'agit pas. On peut estimer qu'il était inutile d'affirmer un droit du patron auquel aucune autre disposition ne semblait faire échec : mais cela ne permet pas de dire que le législateur ait voulu investir le patron d'une action nouvelle et présentant une nature différente.

On peut d'ailleurs se demander à quoi eût servi la création de cette nouvelle action puisque le patron trouvait déjà dans l'article 1382 le moyen d'obtenir réparation du préjudice à lui causé.

Mais, nous dira-t-on, il faut lire entièrement la partie finale du texte et rattacher les mots « aux lieu » et place de la victime ou de ses ayants droit » à ces autres mots : « si ceux-ci négligent d'en faire » usage ».

Ne semble-t-il pas dès lors que le patron n'ait le droit d'agir que dans la seule hypothèse où l'ouvrier ou ses représentants demeurent dans l'inaction ? N'y a-t-il pas ainsi une évidente subordination du droit d'agir du patron à l'inaction de la victime ? Cette conclusion ne s'impose, à notre sens, pas le moins du monde. En effet nous pouvons très bien interpréter les mots dont il s'agit en ce sens que le patron ne peut plus agir contre le tiers lorsqu'il n'a plus, en fait, d'intérêt à le faire, c'est-à-dire lorsque l'ouvrier, ayant agi de son côté, a obtenu contre le tiers une condamnation égale ou supérieure aux indemnités

légales dues par le patron et par suite de laquelle ce dernier se trouve exonéré.

Le texte ne serait ainsi que le rappel de cette règle générale, à savoir que l'intérêt est la mesure de l'action (1). Il n'était peut-être pas complètement oiseux d'en faire l'application à la matière des accidents du travail. On fait état, en outre, de la formule du texte suivant laquelle « cette action », c'est-à-dire l'action qui appartient à la victime, peut être exercée par le chef d'entreprise. N'est-ce pas là une preuve certaine que le patron n'a pas d'action personnelle, mais qu'il est subrogé dans les droits de la victime et que c'est l'action même de celle-ci qu'il exerce ? A cet égard, M. Chardiny (2) s'exprime ainsi : « Il paraît certain qu'il s'agit ici d'une subrogation légale. Le texte, en effet, ne dit pas qu'il donne au patron une action contre le tiers, il dit seulement que l'action de l'ouvrier contre le tiers pourra être exercée par le patron. C'est donc la même action, celle de la victime, qui sera exercée, c'est une véritable subrogation. »

M. Sachet (3) adopte la même opinion, mais sans chercher à la justifier avec autant de rigueur : « Comme,

1. Voir en ce sens les observations signées G. S. sous le titre de « Recours contre le tiers responsable » dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 554.

2. Commentaire de la loi du 9 avril 1898, p. 156 et suiv.

3. *Traité sur les accidents du travail*, 5^e édition, n° 770.

« en définitive, écrit-il, le tiers responsable de l'acci-
« dent doit supporter, dans les limites des domma-
« ges-intérêts mis à sa charge, l'obligation dérivant
« pour le patron de la loi de 1898, il importait d'assu-
« rer à celui-ci son recours contre ce tiers, et dans
« cette mesure de le traiter comme une caution. On
« a été ainsi amené à le faire bénéficier de la subro-
« gation légale non seulement après un paiement
« effectif (article 1251 § 3 et 2030, C. civ.) mais en-
« core au cas de simple poursuite en justice en exé-
« cution de l'obligation (art. 2032). »

Nous ne croyons pas devoir accepter cette interprétation de l'article 7. Rien ne prouve, en somme, que l'expression « cette action » désigne l'action appartenant à la victime ou à ses représentants. Le législateur a, bien plus vraisemblablement, entendu parler de l'action de droit commun qui appartient au patron contre le tiers responsable. En tout cas, on ne peut tirer des deux mots en question cette conclusion que le chef d'entreprise est privé de l'action de l'article 1382, lorsque la victime agit elle-même en responsabilité. Cette manière de raisonner serait vraiment abusive.

Pour refuser à un individu le bénéfice du droit commun, il faut plus que des probabilités et surtout que des termes équivoques, il faut des textes absolument formels et sans aucune ambiguïté ; or un tel texte, nous ne le rencontrons pas dans l'article 7.

La solution que nous venons d'établir se dégage, avec beaucoup de force encore, des travaux préparatoires de la loi de 1898. Ceux-ci montrent jusqu'à l'évidence, à notre avis, que le législateur n'a pas attribué aux mots de l'article 7 que nous venons de discuter, la signification et la portée que leur ont attribuées la Cour Suprême dans son arrêt du 7 juillet 1909 et les partisans du système que nous combattons. Il faut faire grand état des travaux préparatoires si l'on ne veut pas réduire une question de droit à une question de grammaire.

Or rappelons dans quelles circonstances fut voté le dernier paragraphe de notre texte. Le 4 juillet 1888, M. de la Batie présentait à la Chambre des députés un amendement ainsi conçu : « Il n'est pas dérogé
« aux règles du droit commun pour les actions en
« indemnité ou pour les recours en garantie formu-
« lés par le chef de l'entreprise contre tous autres
« que les employés ou ouvriers victimes de l'acci-
« dent. » M. de la Batie, développant son amendement, expliqua que les patrons ont, suivant le droit commun, une action récursoire en garantie contre l'auteur de l'accident. « Or, disait-il, il est utile de
« leur réserver formellement cette action parce que
« la Commission, dans sa rédaction actuelle, n'ayant
« parlé que des actions en indemnité des ouvriers,
« mais n'ayant rien dit des actions récursoires des
« patrons, il serait à craindre qu'on soutint plus tard

« que le législateur a écarté ces dernières par pré-
« térition. »

Aussi M. Thevenet, dans son rapport du 2 mars 1896, propose-t-il la rédaction de l'article 7 qui est demeurée définitive. Et dans ce rapport, il fit l'observation suivante : « Cet article vise le cas où l'acci-
« dent a été causé par un tiers. Dans cette hypothèse
« il est entendu que le risque professionnel n'existe
« pas, c'est l'article 1382 qui doit être appliqué ;
« le chef d'entreprise pourra exercer *librement* l'ac-
« tion en responsabilité contre l'auteur de l'acci-
« dent (1). »

Il semble bien difficile de soutenir, dans ces conditions, que le législateur ait entendu restreindre les conditions d'exercice de l'action en responsabilité de la part des chefs d'entreprise et instituer pour eux une action d'une nature exceptionnelle basée sur la subrogation.

Les additions apportées au texte de l'article 7 par la loi du 22 mars 1902 n'ont point changé les solutions que nous venons de dégager. La loi nouvelle, loin de restreindre les droits du patron, les a plutôt étendus puisqu'elle a donné à celui-ci le droit d'intervenir dans l'instance engagée par la victime contre le tiers responsable. Ce droit d'intervention

1. *Journal Officiel*, Documents parlementaires, mai 1896, p. 118.
Cf. Loubat, *Traité sur le risque professionnel*, 3^e édition, n° 1683.

accordé au patron ne supprime pas le droit d'agir directement qu'il tient de l'article 1382 confirmé par le texte originaire de l'article 7, il s'ajoute à lui.

Le deuxième paragraphe incorporé à l'article 7 apportait une innovation très opportune. Les indemnités temporaires et les frais dont il s'occupe sont presque toujours payés par le patron, de sorte que l'ouvrier n'est pas dans le cas de les réclamer au tiers; par suite, si le droit d'intervenir n'était pas reconnu au patron, aucune condamnation ne pourrait être prononcée à l'occasion de ces indemnités, ni au profit de l'ouvrier qui ne les réclame pas, ni au profit du patron qui n'est pas partie au procès. Il est donc bon que le patron puisse réclamer, par une simple intervention, le remboursement de ces frais et de ces indemnités.

Si telle est la portée certaine de la modification apportée à l'article 7 par la loi de 1902, il est impossible de soutenir que le texte nouveau, en précisant que la condamnation aux frais et aux indemnités temporaires sera prononcée au profit du patron intervenant dans l'instance, ait eu pour conséquence d'enlever au patron, par simple préterition, l'action directe en responsabilité qu'il possède en vertu du droit commun (1).

1. Cf. à ce sujet les observations précitées dans le *Recueil périodique des assurances*, 1910, p. 558.

Si, laissant désormais de côté le texte et l'esprit de l'article 7, nous confrontons la théorie de l'action subrogative à l'idée même de la subrogation, nous voyons qu'il y a antinomie entre l'une et l'autre.

« Le chef d'entreprise, dit M. Loubat (1), est tenu
« d'indemniser son ouvrier alors même que l'acci-
« dent est arrivé par la faute d'un tiers étranger à
« son industrie. En réalité, il paye à la place de l'au-
« teur de l'accident ; aussi la loi l'autorise-t-elle à
« exercer la répétition contre lui ; mais il n'y a pas
« de subrogation légale, parce que, dans le cas de
« subrogation, le droit du créancier est éteint par le
« paiement qu'il a reçu, tandis qu'ici la victime,
« même après avoir été indemnisée par le patron,
« conserve son droit de poursuivre le tiers, et ce n'est
« qu'autant qu'elle néglige d'en faire usage que le
« chef d'entreprise peut l'exercer. »

La dernière phrase de M. Loubat ne concorde pas avec la solution que nous avons adoptée. Mais cet auteur montre bien qu'alors même que l'on voudrait restreindre le droit d'agir du patron en cas où la victime resterait inactive, l'action du patron ne devrait pas pour cela être considérée comme subrogative. La subrogation implique un paiement ; or le patron peut agir avant de s'être libéré.

Un jugement du Tribunal civil de la Seine, notam-

1. *Traité sur le risque professionnel*, 2^e édition, n° 388.

ment (1), a décidé que le patron a un intérêt légitime à introduire, contre le tiers responsable, l'action en responsabilité avant même que le montant du préjudice ne soit fixé.

Il est vrai que M. Sachet (2) considère le patron comme une caution, dans la mesure où il est nécessaire, pour assurer son recours contre le tiers responsable qui doit en définitive supporter, dans la limite des dommages-intérêts mis à sa charge, l'obligation dérivant pour le patron de la loi de 1898. Si l'on traite le patron comme une caution, on croit ainsi pouvoir le faire bénéficier de la subrogation légale dans les termes de l'article 2032. Cet article dispose, en effet, que la caution, même avant d'avoir payé, peut agir contre le débiteur pour être par lui indemnisée lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement.

Mais cette manière de voir ne peut être accueillie. Le patron qui paie à l'ouvrier les indemnités déterminées par la loi de 1898 ne fait qu'acquitter sa propre dette ; or la subrogation n'existe qu'au profit de celui qui paie la dette d'autrui, elle ne peut se produire lorsque celui qui paie acquitte une dette qui lui est personnelle (3).

1. 2 mars 1909. *Recueil des assurances*, 1910, p. 522.

2. *Loc cit.*, n° 770.

3. Cassation, 5 mai 1890. Sirey, 1892.1.51.

Mais il y a une autre considération qui prouve, encore mieux peut-être que les précédentes, que la subrogation ne saurait jouer aucun rôle en notre matière.

L'intérêt à agir du chef d'entreprise ne provient pas toujours uniquement de ce fait qu'il a dû payer des indemnités à la victime, il peut provenir de cet autre fait que l'accident l'a privé d'un employé utile ou indispensable.

Or une action basée sur ce dernier fait est impossible et n'est même pas concevable de la part de l'ouvrier. Comment concevoir que la même action soit exercée par le chef d'entreprise à titre subrogatif ?

Nous avons ajouté que l'équité elle-même militait en faveur de notre solution. La théorie de l'action subrogative favorise en effet le tiers responsable de l'accident au détriment du patron qui se trouve obligé, s'il ne veut pas être forclos, d'intervenir dans une instance introduite en dehors de lui et qu'il peut du reste parfaitement ignorer. Un tel résultat ne se produit pas si l'on reconnaît au patron une action directe contre le tiers, c'est alors le tiers qui se trouve maltraité, puisqu'il peut être actionné en responsabilité à la fois ou successivement par la victime et par le chef d'entreprise ; mais n'est-il pas juste qu'il en soit ainsi, étant donné que c'est lui qui a causé tout le mal ?

L'auteur de l'accident a causé un préjudice à deux

personnes, chacune d'elles a le droit de lui en demander réparation.

Il ne convient donc pas de dire, avec la Cour de cassation (arrêt du 7 juillet 1909), que le droit pour le patron d'intervenir devant toutes les juridictions, dans les instances suivies par ses ouvriers, sauvegarde suffisamment ses intérêts. Car, ces instances, il est très possible qu'il ne les connaisse pas. La Cour suprême ajoute que la prétendue restriction apportée à l'exercice des droits du chef d'entreprise évite le renouvellement de débats qui, bien que ne s'agissant pas entre les mêmes parties, seraient poursuivis à raison des mêmes faits et auraient pu aboutir à des décisions contraires. En réalité, la reconnaissance d'une action personnelle et directe au profit du patron fait-elle courir ce danger ?

Lorsque, antérieurement à l'arrêt de la chambre civile de 1909, la jurisprudence penchait visiblement vers la théorie de l'action directe, nous n'avons pas eu d'exemples d'une contrariété de décisions. Si cet argument était probant, il prouverait trop et il conduirait, dans le cas où un même fait a causé dommage à plusieurs personnes, en dehors du domaine des accidents du travail, à refuser l'action en dommages-intérêts à l'une de ces personnes du moment qu'une autre l'aurait intentée. Une telle conséquence, qui serait pourtant logique dans le système que nous repoussons, est absolument inadmissible.

De tout ce qui précède, il résulte que le patron *conserve* sous le régime de la loi de 1898 (« conserve » est le mot même dont se sert l'alinéa premier de l'article 7) les droit et action qui lui appartiennent en vertu du droit commun. Il peut exercer contre le tiers responsable une action personnelle et directe fondée sur l'article 1382 du Code civil et qui n'est nullement subordonnée dans son exercice à l'inaction de la victime ou de ses ayants droit. Ainsi que l'ont écrit très justement MM. Vassart et Nouvion-Jacquet (1), « l'article 7 consacre un principe de droit
« commun qu'il n'était peut-être pas indispensable
« ni même utile d'insérer dans la loi... Est-il besoin
« de remarquer que c'est presque une superfétation
« de la part du législateur d'avoir édicté, dans le der-
« nier alinéa du dit article, que l'action contre les
« tiers responsables pourra même être exercée par
« le chef d'entreprise, à ses risques et périls, aux
« lieu et place de la victime ou de ses ayants droit
« si ceux-ci négligent d'en faire usage? La solution
« ne pouvait faire doute. »

1. *La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels*, t. I, n° 483 et suiv.

CHAPITRE III

Droits de l'assureur du patron contre le tiers responsable

L'assureur du patron peut poursuivre le tiers responsable comme substitué au patron en vertu de son contrat : c'est alors l'action même du patron qu'il exerce et tout ce que nous avons dit au sujet de celle-ci est maintenant applicable à celle-là.

La jurisprudence reconnaît sans difficulté la possibilité de l'exercice de l'action du patron par la compagnie d'assurances (1).

Mais l'assureur peut-il, en son nom propre et en se fondant sur l'article 1382, poursuivre directement le tiers qui lui a causé un préjudice en l'obligeant à réparer les conséquences de l'accident survenu à l'ouvrier de son assuré ?

Nous ne voyons aucun motif de ne pas répondre affirmativement. La règle de l'article 1382 est abso-

1. Paris, 10 mai 1910. *Recueil des accidents du travail*, n° 2, juin 1910 ; Paris, 18 novembre 1910, même recueil, janvier 1911, n° 7 ; Paris, 11 novembre 1910, même recueil, *ibidem*.

lument générale et l'action en responsabilité appartient à toute personne qui a subi un préjudice.

On a soutenu, il est vrai, que l'indemnité payée par la Compagnie d'assurances a son fondement non pas dans la faute de l'auteur du sinistre, mais dans le contrat d'assurances lui-même. Cette théorie nous paraît inexacte. Sans doute l'assureur, en payant l'indemnité, ne fait qu'exécuter son contrat ; mais c'est le sinistre qui a réalisé la condition à laquelle l'obligation était subordonnée.

L'assureur est ainsi en droit de reprocher à l'auteur du sinistre non pas d'avoir mis une obligation à sa charge, mais de lui avoir imposé par son fait un déboursé qu'il n'aurait pas été tenu de faire sans cela. Peu importe que dans le calcul des primes, la Compagnie ait fait entrer l'éventualité du sinistre en ligne de compte et que par conséquent elle soit indemnisée par les primes du versement que le sinistre l'oblige à faire entre les mains de la victime ; rien ne prouve en effet que la Compagnie n'ait pas prévu l'éventualité du recours contre le tiers responsable. Du reste, alors même que l'objection serait juste, elle ne démontrerait pas que le sinistre n'ait pas causé un préjudice à l'assureur : si le sinistre, en effet, ne s'était pas produit, la Compagnie en serait plus riche ; elle éprouve donc un préjudice certain.

Est-ce à dire toutefois que l'on doive admettre dans tous les cas l'action de l'assureur en rembour-

sement *intégral* de l'indemnité contractuelle payée à l'assuré ou pour le compte de l'assuré ? nous ne le croyons pas.

A notre avis, il faut admettre le tempérament apporté par l'article 1151 : l'auteur d'un délit ou d'un quasi-délit ne doit que les dommages qui sont une suite *directe et immédiate* du vol ou de la faute dont il s'est rendu coupable. Les motifs qui justifient cette restriction s'appliquent en effet à toute matière.

Par suite, nous dirons que l'assureur n'a d'action que dans la limite du préjudice éprouvé par son assuré.

Pratiquement cette règle n'a pas à s'appliquer en notre matière où le préjudice éprouvé par l'assureur n'est jamais supérieur à celui qu'éprouve le chef d'entreprise et toujours inférieur à celui que subit l'ouvrier ; mais elle peut s'appliquer en matière d'assurance individuelle par exemple où l'indemnité contractuelle stipulée par l'assuré peut être de beaucoup supérieure au préjudice réel que lui cause l'accident ; dans ce cas, il paraît équitable de ne condamner l'auteur de l'accident envers l'assureur que dans la mesure du préjudice direct et immédiat causé à l'assuré et non sur la base d'une indemnité contractuelle purement arbitraire.

Nous admettons donc, sous les réserves ci-dessus exprimées, l'action directe de l'assureur contre le tiers responsable : il en résulte qu'alors même que

l'on dirait, avec la jurisprudence, que l'action du patron n'est exercée qu'en vertu d'une subrogation dans les droits de l'ouvrier, il n'en serait pas moins vrai que l'assureur pourrait agir directement contre le tiers. Ce sont en effet les termes trop strictement interprétés du dernier alinéa de l'article 7 qui ont fait considérer le patron comme n'ayant qu'une action subrogative.

Or ce texte ne vise que le chef d'entreprise ; il ne parle pas de l'assureur qui devrait, par conséquent, même dans l'interprétation que nous avons combattue, être investi d'une action directe et personnelle contre le tiers responsable. Sans doute une telle solution manquerait d'harmonie ; mais le manque d'harmonie constituerait un argument supplémentaire contre le système jurisprudentiel que nous avons repoussé : il ne pourrait nous être reproché à nous-même.

La jurisprudence ne paraît pas favorable à la reconnaissance d'une action directe et personnelle de l'assureur contre le tiers responsable.

L'arrêt de la Cour de Paris du 28 octobre 1910 que nous avons déjà cité (1) a été rendu dans une espèce où une compagnie d'assurances agissait comme substituée au patron. Or la Cour a déclaré cette compagnie irrecevable dans sa demande de remboursement des sommes payées par elle en raison de l'accident, sous

1. *Recueil des accidents du travail*, janvier 1911, n° 7.

le prétexte que, postérieurement à la demande de la compagnie, l'ouvrier avait obtenu du Tribunal correctionnel la réparation complète du préjudice.

La jurisprudence était ici d'accord avec elle-même puisqu'elle considère la demande du patron contre le tiers comme irrecevable par suite de l'exercice postérieur d'une action de l'ouvrier contre ce tiers ; l'assureur, substitué au patron, n'avait donc pas dans cette conception, plus de droit que le patron lui-même. Mais l'arrêt eût adopté une solution différente s'il avait estimé que l'assureur pût agir, non seulement comme substitué au patron en vertu de son contrat, mais encore en son nom personnel, à lui assureur, et d'une manière directe en vertu de l'article 1382.

Pour nous la question se présente et se trouve résolue autrement.

Le patron a une action personnelle et directe ; la même action appartient donc à l'assureur substitué au patron. D'autre part nous ne voyons aucune raison de refuser à l'assureur le droit d'agir directement et personnellement, de son propre chef contre le tiers responsable, dans la mesure du préjudice éprouvé par le chef d'entreprise ou par la victime, comme nous l'avons expliqué ci-dessus.

Si le tiers a causé préjudice à plusieurs personnes, il est obligé vis-à-vis de chacune de celles-ci : c'est le principe que nous avons posé au début de cette étude.

APPENDICE

Procédure

L'article 7 de la loi du 9 avril 1898 permet à la victime ou à ses représentants d'une part, au chef d'entreprise d'autre part, d'exercer contre le tiers responsable de l'accident l'action en réparation fondée sur l'article 1382.

Agissant en vertu du droit commun, ces personnes doivent également employer les formes de procédure du droit commun.

Il faut donc écarter ici les formes spéciales prescrites par la loi de 1898 pour les actions dirigées par les victimes ou leurs représentants contre les chefs d'entreprise. Ce point ne fait aucune difficulté ni en jurisprudence, ni en doctrine. Il a été consacré par la Cour de Douai le 22 janvier 1901 (1) et par le Tribunal de commerce de Marseille (2) le 24 novembre 1902.

Par application de la règle indiquée, il faut décider

1. Sirey, 1901.2.208.

2. *Recueil de Marseille*, 1903.1.83.

que le recours dirigé contre l'État ou contre une commune et fondé sur le marché de travaux publics est du ressort des tribunaux administratifs (1).

De la même règle, il résulte aussi que, dans l'instance engagée, suivant les formes de la loi de 1898, par l'ouvrier contre son patron, celui-ci ne peut appeler l'État ou tout autre tiers responsable en garantie. La raison en est que le recours en garantie se trouverait ainsi soumis à des formes de procédure qui ne lui sont pas applicables.

Cette solution a été donnée par la Cour de cassation dans l'arrêt du 6 juillet 1903 (Roche contre veuve Créancier et Ville de Paris) que nous avons déjà cité (2). Un certain nombre de tribunaux l'avaient auparavant adoptée, notamment la Cour de Dijon le 9 mai 1900 (3). C'est pour la même raison qu'il a été jugé que le patron et l'ouvrier agissant dans les formes de la loi de 1898 ne peuvent demander la mise en cause de l'assureur (4).

1. Baudry-Lacantinerie et Wahl, *Traité du Contrat de louage*, 2^e édition, T. 2, n° 2434 : Tribunal des conflits, 17 avril 1886. Mongin, Sirey, 88.3.10. Brémont, *Revue critique*, 1894, p. 334.

2. Sirey, 1905.1.268.

3. Sirey, 1901.2.189. — Trib. Seine, 28 sept. 1900, *Gaz. Pal.*, 1901.1.159. Cf. la note sous l'arrêt précité de la Chambre des requêtes du 6 juillet 1903.

4. Tribunal de Toulouse, 10 décembre 1902, *Gaz. des Tribunaux du Midi*, 22 février 1903.

CONCLUSION

L'étude à laquelle nous venons de nous livrer porte en elle-même sa conclusion.

Nous pensons avoir démontré que, sur les deux questions essentielles que soulève l'interprétation de l'article 7, la jurisprudence de la Cour de cassation a fait fausse route.

Pour elle, la personne à la disposition de laquelle l'ouvrier a été mis par son patron n'est pas un tiers responsable au sens du texte.

Nous avons au contraire établi qu'il faut entendre ici par tiers responsable toute personne, quelle qu'elle soit, qui a causé l'accident, à l'exception seulement du patron, des ouvriers et des préposés de celui-ci.

Pour la Cour de cassation, contredite d'ailleurs sur ce point par le Conseil d'État, le chef d'entreprise n'aurait pas contre le tiers responsable une action personnelle et directe en réparation du préjudice causé, il n'aurait que le droit d'agir par voie de subrogation aux droits et actions de la victime ou de ses représentants. Cette solution nous a paru

contraire à l'esprit et au texte même de l'article 7, non moins qu'aux idées d'équité et aux desiderata pratiques.

Dans son ensemble, la jurisprudence de la Cour de cassation apporte une restriction aux principes généraux exprimés dans les articles 1382 et suivants du Code civil. Nous croyons, au contraire, que l'article 7, loin d'autoriser ces restrictions, ne constitue qu'un rappel et qu'une confirmation du droit commun ; et nous nous sommes efforcé de justifier notre manière de voir. Nous pensons l'avoir fait avec le respect que méritent les décisions de la Cour suprême et en même temps avec le souci de la vérité juridique et des règles traditionnelles de l'interprétation.

Vu : Le Président de la Thèse,

WAHL

Vu : Le Doyen

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

LIARD

BIBLIOGRAPHIE

BAUDRY-LACANTINERIE ET BARDE. — Traité des obligations,
3^e édit., t. IV.

BAUDRY-LACANTINERIE ET WAHL. — Traité du contrat de louage,
t. II.

BRÉMONT. — Revue critique, 1894.

CHARDINY. — Commentaire de la loi du 9 avril 1898.

LOUBAT. — Traité sur le risque professionnel, 3^e édit.

PLANIOL. — Droit civil, 4^e édit., t. II.

SACHET. — Traité de la législation sur les accidents du travail, 5^e édit., t. I.

VASSART ET NOUVION-JACQUET. — La loi du 9 avril 1898 sur les accidents industriels, t. I.

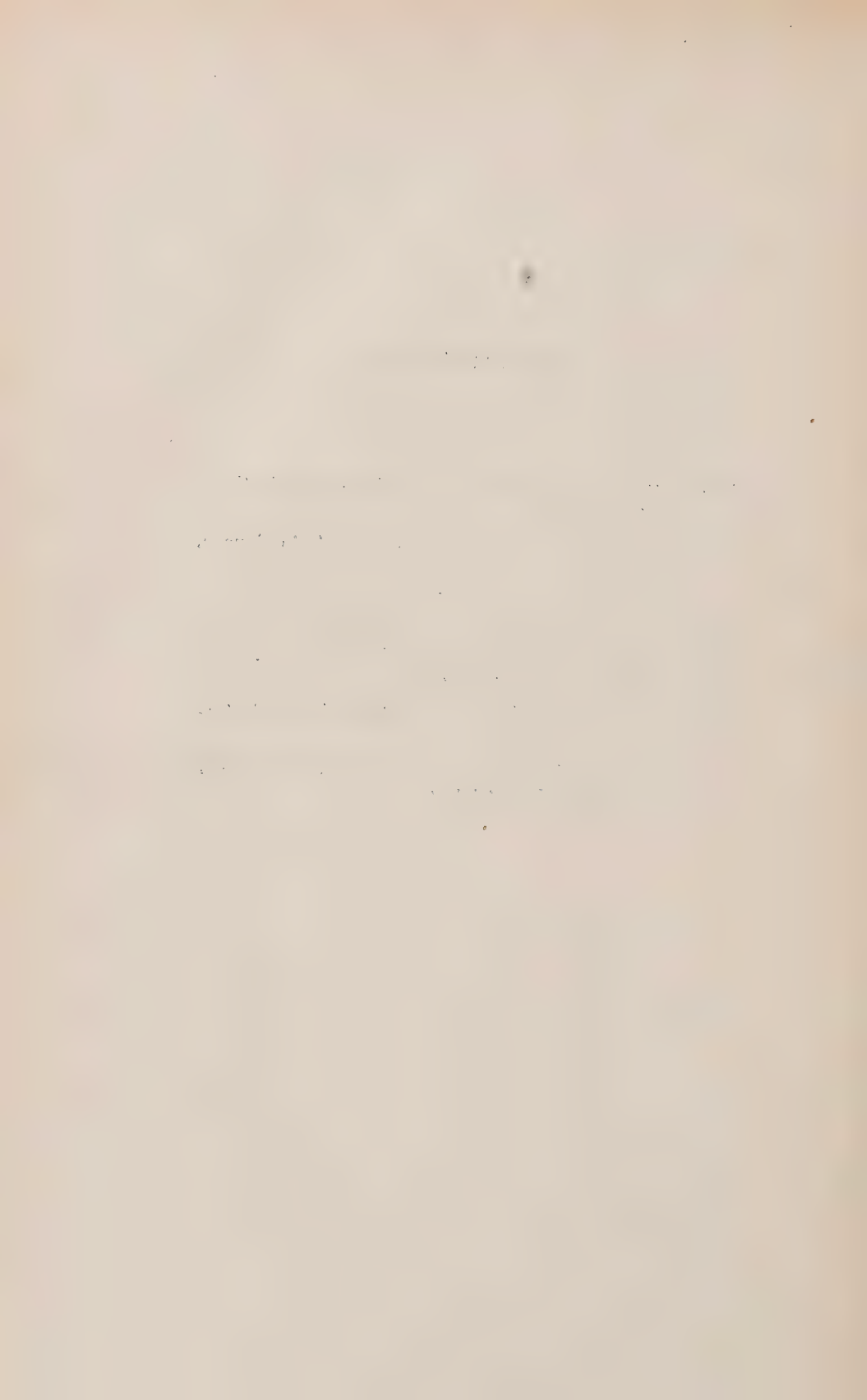


TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	5

PREMIÈRE PARTIE

Définition du « tiers responsable » . . .	11
CHAPITRE PREMIER. — Exposé de la jurisprudence . . .	14
CHAPITRE II. — Critique de la jurisprudence	26

DEUXIÈME PARTIE

Conditions d'exercice de l'action . . .	47
CHAPITRE PREMIER. — Exercice de l'action par la victime ou ses représentants.	49
CHAPITRE II. — Exercice de l'action par le chef d'en- treprise.	56
<i>Section I.</i> — La jurisprudence	61
<i>Section II.</i> — Critique de la jurisprudence . . .	73
CHAPITRE III. — Droits de l'assureur du patron contre le tiers responsable.	88
APPENDICE. — Procédure.	93
CONCLUSION	95

